



Le plan d'Andrew Scheer :
PLUS. POUR *Vous.*
DÈS MAINTENANT.



Table des matières

01 Message du chef

02 Plus d'argent dans vos poches

Pour vous

Pour vos enfants

Pour votre retraite

15 Plus de bons emplois

Abolir la taxe sur le carbone de Trudeau

Stopper les attaques de Justin Trudeau
contre les petites entreprises

Créer un Corridor énergétique national

Stimuler l'innovation

Soutenir l'immigration économique

Construire des infrastructures

Promouvoir le commerce interprovincial

Soutenir les industries canadiennes clés

36 Plus d'innovation pour lutter contre les changements climatiques

Des technologies vertes, pas des taxes

Un environnement naturel
plus propre et plus vert

Une lutte mondiale contre
les changements climatiques

48 Plus d'aide au pays

Pour la culture et le patrimoine canadiens

Pour les Canadiens et
les Canadiennes qui souffrent

Pour le système correctionnel

Pour un gouvernement éthique

Pour l'équité dans l'immigration

Pour les groupes autochtones

Pour les propriétaires d'armes
à feu respectueux des lois

Pour nos libertés

Pour nos quartiers

Pour les plus vulnérables

Pour nos langues officielles

Pour les communautés rurales
et éloignées

Pour les contribuables

Pour le Nord

Pour votre santé

Pour votre vie privée

Pour les vétérans

80 Plus de force à l'étranger

89 Aperçu financier

Cette élection ne se résume pas à moi ou même à Justin Trudeau. Elle se résume à vous.

À qui faites-vous confiance pour vous aider, votre famille et vous, à améliorer votre quotidien ?

Partout où je vais dans ce grand pays, j'entends la même chose. Votre famille et vous travaillez fort, mais vous n'arrivez pas à améliorer votre quotidien. Tout coûte de plus en plus cher, il y a moins d'argent à la fin du mois et Justin Trudeau ne fait qu'empirer les choses.

Ces quatre dernières années, il a augmenté les impôts de 80 pour cent des familles de la classe moyenne, éliminé des crédits d'impôt pour vos enfants et vous, et imposé une taxe sur le carbone qui augmente le prix de l'essence, de l'épicerie et du chauffage résidentiel — tout en donnant des milliards de dollars en subvention à des entreprises rentables.

Si Justin Trudeau est réélu, sa taxe sur le carbone va augmenter et ses déficits massifs vont menacer la qualité des programmes sociaux du Canada comme les soins de santé et l'éducation.

Vous ne pouvez pas faire confiance à Justin Trudeau pour qu'il vous aide à améliorer votre quotidien. Il n'est pas celui qu'il prétendait être.

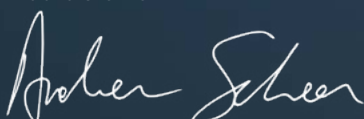
J'ai passé cette campagne électorale à parler de mon plan. Un nouveau gouvernement conservateur va vivre selon ses moyens. Nous allons réduire vos impôts et mettre plus d'argent dans vos poches pour que vous puissiez améliorer votre quotidien.

Nous allons offrir la Baisse d'impôt pour tous qui bénéficiera à tous les contribuables canadiens. Pour les étudiants, les aînés et tous les Canadiens et les Canadiennes, si vous payez de l'impôt sur le revenu, vous en paierez moins sous mon gouvernement. Nous allons bonifier les REEE pour qu'il soit plus abordable d'offrir des études postsecondaires à vos enfants. Nous allons augmenter le Crédit en raison de l'âge pour que les aînés aient plus d'argent à la fin du mois. Nous allons offrir des économies sur les congés de maternité, le transport en commun, les rénovations écoresponsables et les programmes sportifs, d'art et d'apprentissage de vos enfants. Ce ne sont là que quelques-unes des façons dont nous allons rendre la vie plus abordable pour vous.

Avec Justin Trudeau, seuls les gens riches et bien connectés qui ont les bons amis aux bons endroits améliorent leur quotidien.

Plus. Pour vous. Dès maintenant.

Cordialement



Andrew Scheer
Chef, Parti conservateur du Canada



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





**Plus d'argent
dans vos poches.
Pour vous.**

PLUS. POUR *Vous.* DÈS MAINTENANT.



Plus d'argent dans vos poches. Pour vous.

La vie coûte déjà assez cher sans que le gouvernement empire les choses. Si vous travaillez fort, vous devriez pouvoir acheter une maison, épargner pour votre retraite et prendre soin de vos enfants et de vos parents.

Les Canadiens et les Canadiennes sont sous pression et s'inquiètent pour leur avenir. Ils ont moins d'argent dans leurs poches à la fin du mois.

Les Canadiens et les Canadiennes ont besoin d'aide, et Justin Trudeau montre qu'on ne peut pas lui faire confiance à cet égard. Il a fait campagne en 2015 en promettant « une véritable aide à la classe moyenne du Canada et à tous ceux qui travaillent fort pour en faire partie », mais il rend la vie plus difficile pour les familles qu'il a promis de soutenir.

Si Trudeau a quatre autres années, il va continuer à briser ses promesses, et ses déficits sans fin vont l'obliger à augmenter encore plus les impôts.

Un nouveau gouvernement conservateur va vivre selon ses moyens. Andrew Scheer a un plan pour mettre plus d'argent dans vos poches pour que vous puissiez améliorer votre quotidien.

Un nouveau gouvernement conservateur dirigé par le premier ministre Andrew Scheer va :

Offrir la Baisse d'impôt pour tous

Pour soutenir tous les Canadiens et Canadiennes, nous allons réduire le taux d'imposition de vos revenus de 47 630 \$ et moins de 15 pour cent à 13,75 pour cent. Tous les contribuables vont voir leurs impôts baisser, mais ceux qui sont dans la tranche de revenu inférieure en bénéficieront le plus. Ce changement essentiel au régime fiscal du Canada va enfin assurer qu'il y a une baisse d'impôt axée sur vous.

Cette baisse d'impôt sera apportée progressivement et de façon responsable. Nous allons commencer par réduire le taux à 14,5 pour cent le 1^{er} janvier 2021, puis à 14 pour cent le 1^{er} janvier 2022, et à 13,75 pour cent le 1^{er} janvier 2023. La Baisse d'impôt pour tous sera pleinement établie au cours d'un mandat de quatre ans.

La réduction de l'imposition de la tranche de revenu la plus basse remettra plus de 850 \$ dans les poches d'un couple qui gagne un salaire moyen. Un particulier économisera 440 \$.

Abolir la taxe sur le carbone de Trudeau

Pour réduire le coût du chauffage résidentiel, de l'essence, de l'épicerie et des produits de tous les jours, nous allons abolir la taxe sur le carbone de Trudeau.

L'élément clé de la soi-disant politique environnementale de Justin Trudeau pour atteindre ses objectifs de réduction des émissions est une taxe sur le carbone. Cette taxe non seulement nuit aux finances des familles canadiennes, mais elle ne nous permettra pas d'atteindre les objectifs de réduction des émissions du Canada. En fait, comme l'ont reconnu les libéraux de Trudeau, avec la taxe sur le carbone, le Canada s'éloigne de plus en plus de cet objectif.

En 2016, Justin Trudeau ratait son objectif de 44 mégatonnes (Mt).
En 2017, cet écart était de 66 Mt.
En 2018, il a atteint 103 Mt.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



La taxe sur le carbone de Trudeau **ne fonctionne pas**, et **coûte** de plus en plus cher aux Canadiens et aux Canadiennes.

Il se peut que votre province soit actuellement exemptée de la taxe de Trudeau sur le carbone, parce qu'il existe déjà une tarification du carbone provinciale. Cependant, comme l'a confirmé le directeur parlementaire du budget, pour que Trudeau atteigne ses objectifs de réduction des émissions, la taxe sur le carbone devra être multipliée par cinq d'ici 2030, et s'appliquer à toutes les provinces et territoires. Ça veut dire que Justin Trudeau devra obliger votre province à augmenter sa tarification du carbone ou lui imposer sa propre taxe. Pour les Canadiens et les Canadiennes, ça signifie que, si Justin Trudeau a quatre autres années, le prix de l'essence va augmenter de 31,1 cents le litre et le prix du gaz naturel de 469 \$ par année.

En Ontario, la taxe sur le carbone, cinq fois supérieure à ce qu'elle est actuellement, vous coûterait 1 151 \$ de plus.

Au Nouveau-Brunswick, la taxe sur le carbone, cinq fois supérieure à ce qu'elle est actuellement, vous coûterait 959 \$ de plus.

Au Manitoba, la taxe sur le carbone, cinq fois supérieure à ce qu'elle est actuellement, vous coûterait 1 116 \$ de plus.

En Saskatchewan, la taxe sur le carbone, cinq fois supérieure à ce qu'elle est actuellement, vous coûterait 1 930 \$ de plus.

En Alberta, la taxe sur le carbone, cinq fois supérieure à ce qu'elle est actuellement, vous coûterait 2 002 \$ de plus.

 **Éliminer la tps des factures de chauffage résidentiel**

Pour vous aider à garder une plus grande part de votre argent durement gagné, nous allons éliminer la TPS du chauffage résidentiel pour les résidences principales, qu'il soit électrique, au gaz

Économies moyennes par ménage

	2019	2020	2021
Terre-Neuve-et-Labrador	147\$	148\$	150\$
Île-du-Prince-Édouard	150\$	152\$	153\$
Nouvelle-Écosse	131\$	133\$	134\$
Nouveau-Brunswick	139\$	140\$	141\$
Québec	91\$	91\$	92\$
Ontario	113\$	114\$	115\$
Manitoba	92\$	93\$	94\$
Saskatchewan	123\$	124\$	126\$
Alberta	118\$	119\$	120\$
Colombie-Britannique	89\$	90\$	91\$
Yukon	89\$	90\$	91\$
Territoire du Nord-Ouest	181\$	183\$	184\$
Nunavut	217\$	219\$	221\$
Canada	106\$	107\$	108\$



naturel, au mazout, au propane, aux granules de bois et à d'autres sources. Au Canada, se chauffer n'est pas un luxe — c'est une nécessité.

L'élimination de la TPS des factures énergétiques permettra à un ménage moyen d'économiser 107 \$, et jusqu'à 150 \$ par année.

Offrir le crédit d'impôt pour le transport en commun vert

Pour offrir un allègement fiscal essentiel aux usagers du transport en commun, nous allons offrir un crédit sur le prix des laissez-passer. Ce crédit s'appliquera aux laissez-passer permettant des déplacements illimités au Canada en autobus, en tramway, en métro, en train de banlieue et en traversier. Certaines cartes électroniques comme les cartes Presto et GO Transit, et les laissez-passer hebdomadaires, seront admissibles s'ils sont utilisés de façon continue. L'exigence minimale sera de 16 allers-retours sur une période de 31 jours.

Au Canada, le nombre de personnes qui utilisent le transport en commun pour aller travailler a augmenté de 59,5 pour cent en 20 ans. Le Crédit d'impôt pour le transport en commun vert va réduire la congestion sur nos routes et les temps de déplacement pour que tous les Canadiens et Canadiennes rentrent plus vite à la maison après une journée de travail.

Le Crédit d'impôt pour le transport en commun vert fait partie d'Un vrai plan pour protéger notre environnement — un plan qui établit un équilibre entre la conservation de notre environnement pour les futures générations, la protection de nos enfants contre les effets des changements climatiques et, bien sûr, notre promesse fondamentale de laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes. Ce plan aura un réel impact sur la réduction des émissions mondiales.

Pour de nombreuses personnes, le transport en commun est le seul moyen de se rendre du point A au point B, et peut représenter une dépense mensuelle significative. Quand Justin

Trudeau a annulé le Crédit d'impôt pour le transport en commun en 2017, il a éliminé des économies considérables pour les Canadiens et les Canadiennes. Les Canadiens et les Canadiennes à faible revenu, les familles nombreuses, les étudiants et les jeunes professionnels sont ceux qui ont le plus besoin du transport en commun, et le manque de jugement de Justin Trudeau leur nuit de façon disproportionnée.

Une famille canadienne moyenne économisera des centaines de dollars avec le Crédit d'impôt pour le transport en commun vert.

Une famille de quatre qui utilise la Toronto Transit Commission économisera près de 1 000 \$ par année.

Une famille de quatre (deux parents et deux étudiants du secondaire) qui utilise régulièrement Translink (3 zones) à Vancouver économisera environ 800 \$ par année.

Une jeune professionnelle qui utilise régulièrement le West Coast Express entre Mission City et le centre-ville de Vancouver économisera environ 600 \$ par année.

« *Quand nous étions jeunes, mes sœurs et moi utilisions toujours le transport en commun. Nous vivions à Ottawa, et le bus était le seul moyen pour nous de trouver notre premier travail et d'aller voir nos amis.*

En 2017, Justin Trudeau a annulé le Crédit d'impôt pour le transport en commun, rendant la vie plus chère pour 1,8 million de Canadiens et Canadiennes qui ont besoin du transport en commun.

En rendant le transport en commun plus abordable, nous espérons encourager plus de Canadiens et Canadiennes à prendre l'autobus, le métro et le tramway, ce qui réduira le nombre de voitures sur les routes et les émissions ici au pays.

Andrew Scheer

C'est à la maison qu'on crée des souvenirs, comme le retour de l'hôpital à la maison avec son premier enfant, les tournois de hockey dans l'entrée, et la discussion autour de la table. Malheureusement, aujourd'hui, le rêve de l'accession à la propriété est hors de portée pour de nombreuses personnes.

Justin Trudeau n'aide pas. Son incitatif aux acheteurs d'une première habitation exclut de nombreux Canadiens et Canadiennes et ne cible que certaines villes. Les modifications de Trudeau au test de résistance rendent encore plus difficile l'obtention d'une hypothèque.

Un nouveau gouvernement conservateur va abolir les obstacles à la propriété domiciliaire. Nous allons rendre plus de nouvelles habitations disponibles et vous aider à les acheter et à les payer.



Modifier le test de résistance pour les hypothèques

Pour assurer que les Canadiens et les Canadiennes ne sont pas inutilement empêchés d'avoir accès à une hypothèque, nous allons modifier le test de résistance.

Le test de résistance ne nuit pas qu'aux acheteurs d'une première habitation. Quand les gens renouvellent leur hypothèque, ils sont aussi sujets à ce test s'ils veulent changer de créancier. Plusieurs doivent injustement rester avec le prêteur original et probablement payer des taux hypothécaires plus élevés. Nous allons travailler avec le Bureau du surintendant des institutions financières pour éliminer le test de résistance pour les renouvellements hypothécaires.

Prolonger la période d'amortissement

Pour réduire les paiements hypothécaires mensuels et les obstacles aux acheteurs d'une habitation, nous allons prolonger la période d'amortissement maximale pour les hypothèques assurées à 30 ans.

Aujourd'hui, de plus en plus de Canadiens et Canadiennes travaillent à leur compte ou changent d'emploi plus fréquemment. Alors que l'économie et le marché du travail changent, la politique doit suivre. Une période d'amortissement plus longue offrira aux acheteurs d'une première habitation une plus grande flexibilité pour les paiements mensuels et sera plus adaptée aux besoins du marché du travail d'aujourd'hui.

Offrir le crédit d'impôt pour les rénovations écoresponsables

Pour encourager les Canadiens et les Canadiennes à réduire leurs émissions, nous allons offrir un crédit d'impôt remboursable de 20 pour cent sur deux ans afin d'aider à supporter le coût de rénovations vertes de 1 000 \$ à 20 000 \$.

Ce crédit s'appliquera à des choses comme des panneaux solaires, de l'isolant et des portes et fenêtres écoénergétiques qui améliorent l'efficacité énergétique. Ces améliorations écologiques vous

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



permettront d'économiser à long terme en réduisant vos factures mensuelles. De plus, ces rénovations pourront augmenter la valeur de votre habitation. Ce crédit d'impôt de deux ans sera offert au cours des années civiles 2020 et 2021.

Le Crédit d'impôt pour habitations écoresponsables permettra à une famille d'économiser jusqu'à 3800 \$ sur les rénovations domiciliaires, chaque année.

Enquêter sur le blanchiment d'argent dans le secteur immobilier

Pour éliminer la corruption qui augmente les prix de l'immobilier et rend l'accession à la propriété hors de portée, nous allons mener une enquête publique sur le blanchiment d'argent qui fera des recommandations sur les mesures à prendre pour lutter contre ce fléau. Il y a des preuves évidentes que le blanchiment d'argent fait augmenter les prix des maisons dans les principaux marchés immobiliers dans les régions rurales. Ça doit cesser!

Offrir les biens immobiliers fédéraux excédentaires

Pour augmenter l'offre de logements, nous allons offrir les biens immobiliers fédéraux excédentaires. À cette fin, nous allons réviser les actifs immobiliers du gouvernement fédéral, qui comprend 38 000 bâtiments. Nous allons aussi immédiatement rétablir l'Initiative des terrains fédéraux. Nous allons également chercher des façons d'utiliser les investissements fédéraux dans l'infrastructure pour stimuler l'offre de logement.

Créer le concours pour construire plus d'habitations

Pour aider les municipalités à construire plus d'habitations, un nouveau gouvernement conservateur va créer le Concours pour construire plus d'habitations. Ce concours récompensera les municipalités qui réduisent les formalités administratives qui empêchent la construction de nouvelles habitations.

Adopter la Loi sur l'équité pour les personnes handicapées

Pour permettre à un plus grand nombre de Canadiens et Canadiennes handicapés d'avoir accès à un soutien financier, nous allons réduire de 14 à 10 le nombre d'heures hebdomadaires requises pour avoir droit au Crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) et aux Régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI).

Quand un proche a un handicap, une maladie chronique ou une maladie qui réduit son espérance de vie, c'est dur pour toute sa famille, émotivement et financièrement. En 2018, le député conservateur Tom Kmiec a présenté la Loi sur l'équité pour les personnes handicapées. Malheureusement, le projet de loi n'a pas pu être adopté avant la dissolution du Parlement.

De plus, cette Loi va clarifier quelles activités peuvent être comprises dans ces heures, notamment le temps requis pour déterminer les doses d'aliments médicaux et les activités liées à la détermination des doses, ce qui comprend les régimes alimentaires et d'exercice. On estime que notre plan permettra à 35 000 personnes additionnelles qui ont besoin d'un traitement de maintien de la vie seront admissibles à ce crédit.

« Crédit d'impôt pour les rénovations écoresponsables

Aucun plan environnemental n'est complet sans un plan sérieux pour réduire les émissions des bâtiments. Ici au Canada, les bâtiments représentent environ 12 pour cent des émissions. Pour de nombreux Canadiens et Canadiennes, le coût initial pour rendre une habitation écoénergétique est irréaliste et hors de portée.

Avec notre Crédit d'impôt pour habitations écoresponsables, il sera plus abordable pour les Canadiens et les Canadiennes de réduire leurs émissions, et ils pourront économiser sur les factures énergétiques.

Andrew Scheer

En 2017, quand Justin Trudeau a changé les conditions d'admissibilité au Crédit d'impôt pour personnes handicapées et aux Régimes enregistrés d'épargne-invalidité, des milliers de Canadiens et de Canadiennes ont perdu un soutien généreux. Pour certains, ce crédit représentait des milliers de dollars. Les conservateurs se sont joints aux défenseurs des diabétiques pour contrer cette ponction fiscale. Avec la Loi sur l'équité pour les personnes handicapées, tout gouvernement libéral aura beaucoup de difficulté à annuler ces prestations importantes.

La Loi sur l'équité pour les personnes handicapées permettra à une personne handicapée admissible au CIPH ou à sa famille d'économiser 2 100 \$ en moyenne par année.

Une plus grande admissibilité au CIPH facilitera aussi l'admissibilité aux REEI, qui offrent jusqu'à 3 500 \$ par année en subventions de contrepartie.

Améliorer l'admissibilité aux crédits d'impôt pour volontaires

Pour reconnaître le devoir civique de nos pompiers volontaires et de nos volontaires en recherche et sauvetage, nous allons réduire de 200 à 150 le nombre d'heures annuelles requises pour avoir droit au Crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et au Crédit d'impôt pour les volontaires en recherche et sauvetage. Cette mesure repose sur un fier héritage conservateur, ces crédits ayant été créés en 2011 (Crédit d'impôt pour les pompiers volontaires) et 2014 (Crédit d'impôt pour les volontaires en recherche et sauvetage).

Dans de nombreuses régions du Canada, des bénévoles offrent des services essentiels comme la protection contre les incendies, l'intervention d'urgence et le soutien à la recherche et au sauvetage. Les coûts initiaux et de remplacement des vêtements et de l'équipement requis peuvent vite s'accumuler. Depuis son entrée en fonctions en 2015, Justin Trudeau ne fait rien pour ces héros locaux.

Ces crédits d'impôt offrent jusqu'à 450 \$ à ces courageux volontaires.



PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.





PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



Plus d'argent dans vos poches. Pour vous.

Plus d'argent dans vos poches.

Pour vos enfants

Avoir un enfant est un moment crucial dans la vie de tout le monde, mais ça entraîne des coûts et des pressions. Un nouveau gouvernement conservateur va prendre des mesures qui réduiront ce qu'il en coûte pour élever une famille pour que vos enfants et vous puissiez améliorer votre quotidien.

Un nouveau gouvernement conservateur dirigé par le premier ministre Andrew Scheer va :

Rendre les prestations de maternité libres d'impôt

Pour assurer que les nouveaux parents passent moins de temps à s'inquiéter pour leurs finances, nous allons supprimer l'impôt fédéral des prestations de maternité et parentales de l'assurance-emploi et du Régime québécois d'assurance parentale offrant un crédit d'impôt pour tout revenu gagné au titre de ces deux programmes.

Nous allons aussi assurer que le gouvernement utilise les économies réalisées immédiatement pour que les nouveaux parents reçoivent cet allègement fiscal quand ils en ont le plus besoin.

Cela permettra à une famille canadienne moyenne d'économiser jusqu'à 4 000 \$.

Soutenir les parents adoptifs

Pour rendre l'adoption plus abordable, nous allons présenter des prestations d'adoption de l'assurance-emploi de 15 semaines semblables aux prestations de maternité de l'assurance-emploi. Ces prestations seront libres d'impôt, tout comme les prestations de maternité et parentales.

Ceci remettra jusqu' à 8 430\$ dans les poches des parents adoptifs.

Nous allons aussi augmenter le Crédit d'impôt pour frais d'adoption à 20 000 \$ et le rendre remboursable.

Il y a au Canada 30 000 enfants et jeunes qui attendent d'être adoptés. Nous soutiendrons les généreux Canadiens et Canadiennes prêts à adopter en les aidant à supporter les coûts considérables.

Les Canadiens et les Canadiennes qui engagent des dépenses admissibles pour l'adoption pourront recevoir un montant additionnel de 518\$, pour un remboursement total de 3 000\$.

Créer le crédit d'impôt pour la condition physique des enfants

Pour rendre les activités des enfants plus abordables pour les parents, nous allons leur permettre de réclamer jusqu'à 1 000 \$ par enfant, chaque année, pour les dépenses liées aux programmes sportifs et de conditionnement physique. Ce crédit sera remboursable pour que les parents à faible revenu reçoivent plus d'argent. Les parents d'enfants handicapés pourront réclamer 500 \$ additionnels par enfant, par année.

Le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants pourra donner aux parents 150 \$ par enfant, par année.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



 **Créer le crédit d'impôt pour les activités d'art et d'apprentissage des enfants**

Pour rendre les activités parascolaires des enfants plus abordables pour les parents, nous allons permettre aux parents de réclamer jusqu'à 500 \$ par enfant, par année, pour les dépenses liées aux activités d'art et d'apprentissage.

Ce crédit sera flexible pour que les enfants reçoivent de l'aide s'ils suivent des cours de langue, de sciences, de mathématiques ou de codage informatique. Les parents d'enfants handicapés pourront réclamer le double, soit jusqu'à 1 000 \$ par enfant, par année. Ce crédit sera remboursable pour que les parents à faible revenu reçoivent plus d'argent.

Le Crédit d'impôt pour les activités d'art et d'apprentissage des enfants pourra donner aux parents 75 \$ par enfant, par année.

Bonifier les régimes enregistrés d'épargne-études



Pour aider les parents à payer les études postsecondaires de leurs enfants — que ce soit dans une université ou une école de métier —, nous allons bonifier la cotisation du gouvernement aux Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) de 20 à 30 pour cent pour chaque dollar investi, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ par année. Un Canada plus éduqué est un

Canada meilleur, plus fort et plus prospère.

Ce changement va augmenter le montant annuel maximal de 500 \$ à 750 \$. Un nouveau gouvernement conservateur va aussi augmenter le montant maximal à vie de 7 500 \$ à 12 000 \$ par enfant.

Les Canadiens et les Canadiennes à faible revenu vont continuer à recevoir 20 pour cent additionnels sur la première tranche de 500 \$ cotisée chaque année, alors que les Canadiens et les Canadiennes à revenu moyen vont continuer à recevoir 10 pour cent additionnels. Cela s'ajoute à la subvention de 30 pour cent que tous les Canadiens et Canadiennes vont recevoir avec notre plan.

Les REEE sont le moyen le plus efficace

« *Tous les parents veulent donner un bon départ dans la vie à leurs enfants, mais souvent, des choses comme les sports d'équipe et d'autres activités sont au-delà de leurs moyens financiers.*

Avec le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants et le Crédit d'impôt pour les activités d'art et d'apprentissage des enfants, un nouveau gouvernement conservateur va rendre plus abordable l'inscription au hockey ou au soccer, aux cours de théâtre ou à des programmes d'aide parascolaire.

Andrew Scheer

pour les parents d'épargner pour les études de leurs enfants. De plus en plus de familles investissent dans ces outils chaque année. Plus de la moitié des enfants de moins de 17 ans ont un REEE.

Sur les 1,77 million d'étudiants qui ont reçu une subvention d'un REEE en 2017, plus d'un million venait de familles à revenu faible ou moyen. Entre 2007 et 2017, les subventions de REEE versées aux enfants de familles à revenu faible ou moyen ont augmenté de 246 pour cent.

« *En tant que parents de cinq enfants formidables, ma conjointe Jill et moi savons très bien que les coûts d'une famille s'accroissent rapidement. Avec les couches, les jouets, le lait maternisé, les biberons et les nouveaux vêtements tous les trois mois, de nombreuses familles dépensent plus de 10 000 \$ pour leur enfant au cours de ses 12 premiers mois d'existence.*

Les familles canadiennes ont besoin d'aide, et Justin Trudeau montre qu'il ne peut pas la leur offrir.

Un nouveau gouvernement conservateur va toujours soutenir les parents pour qu'ils aident leurs enfants à améliorer leur quotidien.

Andrew Scheer

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Avec la bonification à 30 pour cent, les Canadiens et Canadiennes à faible revenu vont recevoir un total de 50 pour cent (250 \$) sur la première tranche de 500 \$, alors que les Canadiens et Canadiennes à revenu moyen vont recevoir 40 pour cent (200 \$).

Si une famille qui gagne un revenu net de 45 000 \$ investit 40 \$ par mois dans le REEE de son enfant, un gouvernement conservateur versera 240 \$ par année dans ce REEE.

Plus pour les études de votre enfant

Exemples : De la naissance à 18 ans

Investissement des parents	Vous touchez maintenant	Vous recevez avec le plan conservateur	Plus pour les études de votre enfant
25 \$/mois	1 080 \$	1 620 \$	540 \$
50 \$/mois	2 160 \$	3 240 \$	1 080 \$
100 \$/mois	4 320 \$	6 480 \$	2 160 \$

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



Plus d'argent dans vos poches.

Pour votre retraite

De nombreux aînés canadiens vivent avec un revenu fixe et sont touchés de façon disproportionnée par les hausses d'impôt de Justin Trudeau. Il avait promis qu'il aiderait. Il a augmenté les impôts, éliminé d'importants crédits d'impôt et imposé une taxe sur le carbone qui rend tout plus cher.

Un nouveau gouvernement conservateur dirigé par le premier ministre Andrew Scheer va :

Augmenter le crédit en raison de l'âge

Pour mettre plus d'argent dans les poches des aînés, nous allons augmenter le Crédit en raison de l'âge de 1 000 \$, ce qui bénéficiera le plus aux aînés à revenu faible et moyen. Un couple d'aînés qui gagne moins de 37 790 \$ recevra le plein Crédit en raison de l'âge et épargnera 300 \$. Les aînés qui gagnent plus de 37 790 \$ recevront aussi le Crédit en raison de l'âge, mais le montant diminuera graduellement alors que le revenu augmente, pour être éliminé avec un revenu de 87 750 \$.

Cette augmentation sera la troisième de la sorte sous un gouvernement conservateur. En 2006 et en 2009, les conservateurs ont augmenté le Crédit en raison de l'âge de 1 000 \$.

Un particulier de 65 ans ou plus pourrait recevoir jusqu'à 150 \$ de plus par année, et un couple pourrait recevoir jusqu'à 300 \$ de plus par année.

De plus, un nouveau gouvernement conservateur va maintenir l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse (SV) à 65 ans.


Cet allègement fiscal de 300 \$ pour les couples s'ajoute à notre Baisse d'impôt pour tous, qui s'appliquera aussi au revenu de pension. Cela complète les mesures du gouvernement conservateur précédent, qui avait créé le fractionnement du revenu de pension, réduisant ainsi les impôts sur le revenu de pension.

Exiger que les entreprises divulguent la solvabilité de leurs fonds de pension

Pour assurer la transparence et la responsabilisation des fonds de pension, nous allons exiger que toutes les entreprises sous réglementation fédérale divulguent la solvabilité de leurs fonds de pension. Cela donnera aux aînés l'assurance que leur pension durement gagnée est bien gérée et cela les préviendra si leurs fonds de pension sont mal gérés.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



 **Assurer que les fonds de pension sous-financés sont pleinement financés**

Pour protéger votre retraite, nous allons permettre le transfert d'un régime de pension sous-financé à un régime plus efficace. Ainsi, les gestionnaires de régimes sous-financés devront rétablir le plein financement des régimes pour les retraités.

 **Limiter les incitatifs à la faillite en cas de sous-financement**

Pour pénaliser les dirigeants d'entreprise qui sous-financent leurs fonds de pension, nous allons limiter les primes de ceux dont l'entreprise fait faillite.

Un nouveau gouvernement conservateur va prendre ces mesures importantes pour assurer la responsabilisation et la transparence des fonds de pension. Ces mesures ont été initialement présentées dans un projet de loi d'initiative parlementaire du député conservateur Erin O'Toole.



PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.





Voici Nora et Mitch, un couple retraité de Tsawwassen.

Andrew Scheer et les conservateurs du Canada mettront **2 580\$ de plus dans leurs poches.**

PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT. CONSERVATEUR



Supprimer la TPS des factures d'énergie résidentielle

90\$



Baisse d'impôt pour tous

698\$



Augmenter le Crédit en raison de l'âge

300\$



Crédit d'impôt pour le transport en commun vert

202\$



Crédit d'impôt pour les rénovations écoresponsables

1 040\$



Bonifier le REEE

250\$



Julie et Sylvain habitent Montréal. Ils ont deux enfants, Catherine et Antoine, et un troisième en route.

Andrew Scheer et les conservateurs du Canada mettront **4 642\$ de plus dans leurs poches.**

PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT. CONSERVATEUR



Supprimer la TPS des factures d'énergie résidentielle

91\$



Baisse d'impôt pour tous

711\$



Crédits d'impôt pour les activités sportives, d'art et d'apprentissage des enfants

180\$



Crédit d'impôt pour le transport en commun vert

249\$



Prestation de maternité libres d'impôt

3 411\$



Voici Chi, Victor, Henry et Clara, une famille de Markham.

Andrew Scheer et les conservateurs du Canada mettront **3 264\$ de plus dans leurs poches.**

PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT. CONSERVATEUR



Supprimer la TPS des factures d'énergie résidentielle

114\$



Baisse d'impôt pour tous

890\$



Annuler la taxe sur le carbone

564\$



Crédits d'impôt pour les activités sportives, d'art et d'apprentissage des enfants

195\$



Crédit d'impôt pour le transport en commun vert

1 001\$



Bonifier les REEE

500\$

PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.





Plus de bons emplois

PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



Le Canada a besoin d'une économie forte et dynamique qui encourage les investissements afin d'offrir des emplois et des possibilités à tous les Canadiens.

Justin Trudeau augmente les impôts et impose de lourds règlements. Il attaque les propriétaires de petites entreprises et rend plus difficiles la croissance de leurs affaires et l'embauche de Canadiens.

La promesse de possibilités est ce qui rend le Canada unique et spécial, et ça ne devrait pas être tenu pour acquis.

Comme de nombreux pays occidentaux, le Canada va connaître un changement démographique majeur au cours de la prochaine décennie. Alors que les baby-boomers prennent leur retraite, nous aurons besoin de travailleurs, d'innovateurs, de créateurs d'emplois et de preneurs de risque pour soutenir une économie florissante et assurer le niveau de vie élevé dont bénéficient les Canadiens et les Canadiennes, et auquel ils s'attendent.

Pour créer et maintenir plus de bons emplois, comme premier ministre, Andrew Scheer va :

- Abolir la taxe sur le carbone de Trudeau
- Stopper les attaques de Justin Trudeau contre les petites entreprises
- Créer un Corridor énergétique national
- Stimuler l'innovation
- Soutenir l'immigration économique
- Construire des infrastructures
- Promouvoir le commerce interprovincial
- Soutenir les industries canadiennes clés

« Le potentiel du Canada est aussi vaste que la distance entre ses côtes. Des millions de Canadiens et de Canadiennes et de nouveaux arrivants travaillent fort tous les jours pour soutenir leurs familles et contribuer à leur économie locale, et à notre pays. Malheureusement, Justin Trudeau limite les possibilités de créer de la prospérité. Comme premier ministre, je vais défendre les industries canadiennes pour que le plus de Canadiens et de Canadiennes possibles puissent profiter de nos ressources partagées.

Le choix à cette élection est entre un gouvernement libéral qui rend la vie plus chère et un nouveau gouvernement conservateur qui va soutenir les possibilités économiques pour tous les Canadiens et Canadiennes. J'ai un plan pour créer plus de bons emplois, réduire vos impôts et mettre plus d'argent dans vos poches pour que vous amélioriez votre quotidien.

Andrew Scheer

Plus de bons emplois

Stopper les attaques de Justin Trudeau contre les petites entreprises

Annuler les hausses d'impôt de Justin Trudeau

Pour assurer que les propriétaires de petites entreprises qui travaillent fort ne sont pas punis parce qu'ils investissent dans leur entreprise et épargnent pour leur retraite, nous allons annuler les hausses d'impôt de Justin Trudeau en rétablissant l'accès à la déduction pour petites entreprises pour celles ciblées par Trudeau.

Au Canada, les petites entreprises emploient 8,3 millions de personnes. Un nouveau gouvernement conservateur va assurer que les propriétaires de petites entreprises peuvent améliorer leur quotidien et stimuler notre économie. Trudeau avait promis que les investissements passifs des petites entreprises seraient protégés avec les nouvelles règles. Il a brisé cette promesse quand il a imposé les épargnes.

Exempter les conjoints des hausses d'impôt de Justin Trudeau sur les entreprises familiales

Pour reconnaître la contribution et les sacrifices des familles qui exploitent une entreprise, nous allons exempter les conjoints des nouvelles règles de Justin Trudeau, qui représentent des hausses d'impôt considérables sur les dividendes des partenaires des propriétaires de petites entreprises qui travaillent fort.

Les contributions d'un conjoint à une entreprise ne peuvent pas être mesurées uniquement en investissement de temps et d'argent.

« J'ai travaillé pour un restaurant familial de mon quartier. Ma paie et mes pourboires m'ont aidé à faire des études. J'ai ensuite travaillé pour une petite compagnie d'assurances familiale à Regina. Ces premiers emplois représentaient de longues heures, de longues soirées et beaucoup de travail.

J'ai beaucoup appris de ces propriétaires d'entreprise. J'ai appris que l'ambition, l'innovation et la volonté de réussir sont ce qui fait croître notre économie. J'ai appris que quand l'entreprise réussissait, mes collègues de travail et moi réussissions aussi. Par-dessus tout, j'ai appris qu'aucun programme gouvernemental ne peut remplacer le pouvoir de l'esprit d'entreprise.

Le gouvernement devrait laisser les petites entreprises faire ce qu'elles font le mieux : créer des emplois et des possibilités. Je n'oublierai jamais les gens qui m'ont aidé à démarrer ma vie. Ils ne sont pas les fraudeurs fiscaux comme le pense Justin Trudeau. Ce sont des gens parmi les plus honnêtes, altruistes et axés sur leur collectivité qui existent. Je vais toujours les soutenir.

Andrew Scheer

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Aider les propriétaires d'entreprises à mieux comprendre le régime fiscal du Canada

Pour aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à naviguer dans le régime fiscal du Canada et assurer qu'ils réussissent, nous allons créer une trousse d'information sur le site Web de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Cette trousse d'information expliquera comment travailler avec l'ARC et offrira des ressources sur les meilleures pratiques.

Réduire la paperasserie pour toutes les entreprises

Pour aider les créateurs d'emplois à réussir, un nouveau gouvernement conservateur va réduire le fardeau réglementaire de 25 pour cent pendant un premier mandat de quatre ans. Nous allons fixer des objectifs pour chaque ministre et chaque ministère. À cette fin, nous allons appliquer une règle du 2 pour 1 selon laquelle le gouvernement devra éliminer deux règlements avant d'en imposer un nouveau. Cela aidera à réduire les coûts inutiles pour les entrepreneurs et à faciliter le démarrage et l'exploitation d'une entreprise.

Selon la Chambre de commerce du Canada, il y avait 131 754 règlements dans les livres fédéraux en 2015. L'Institut économique de Montréal a constaté que ce nombre s'élève maintenant à 136 000, une augmentation de 4 300 depuis que Justin Trudeau est premier ministre. Ces règlements fédéraux s'ajoutent aux centaines de milliers de règles et de formalités administratives provinciales, dont bon nombre sont répétées au palier fédéral.

Pour faire une réduction pangouvernementale de la réglementation, nous allons confier cette responsabilité à un ministre qui relèvera directement du premier ministre. Cela aidera à assurer que nous atteignons nos objectifs de réduction et éliminons, si possible, les écarts et les chevauchements avec les provinces. Nous allons demander aux experts du secteur privé et aux particuliers qui comprennent vraiment le fardeau administratif de ces règlements de continuer l'analyse de rentabilité.

De plus, nous allons demander à tous les ministres et organismes de réglementation de soutenir l'innovation, la croissance économique et la compétitivité.



Revoir le régime fiscal du Canada

Pour rendre le régime fiscal plus concurrentiel et plus juste, nous allons former un groupe de travail d'experts qui fera un examen exhaustif du régime d'imposition du Canada. Ce groupe va examiner les programmes d'innovation afin de déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et va recommander des améliorations.

La révision du régime fiscal va examiner si les programmes d'innovation (comme la recherche scientifique et le développement expérimental) aident des entreprises canadiennes qui créent des avantages, des profits et des brevets qui restent au Canada. Si un programme d'innovation bénéficie aux filiales de multinationales étrangères, nous allons chercher à le réorienter.

Le groupe va aussi examiner des politiques qui renforcent la capacité du Canada à tirer profit des intangibles, comme la propriété intellectuelle, et à améliorer les incitatifs pour qu'un plus grand nombre d'entreprises brevètent leurs idées innovatrices.

Nous examinerions également la règle qui facilite le transfert d'une ferme à un tiers plutôt qu'à un membre de la famille.

Pour donner un répit aux contribuables, nous réviserons les pénalités de l'ARC afin que les problèmes ou les erreurs qui surviennent pour la première fois ne donnent lieu qu'à de légères amendes, tandis que les récidivistes se verront imposer des sanctions plus sévères.

« *Pendant toute notre histoire, le Canada a bénéficié du leadership de gens comme Sir John A. Macdonald. Sa vision d'un pays de l'Atlantique au Pacifique a permis de construire le Chemin de fer Canadien Pacifique. John Diefenbaker avait compris la valeur et l'importance d'une première route toutes saisons dans le Cercle Arctique.*

Justin Trudeau a des politiques de courte vue pour faire des gains politiques à court terme. Les manchettes du jour le distraient facilement, et son manque de jugement monte les régions les unes contre les autres, les provinces les unes contre les autres, et les Canadiens les uns contre les autres.

Il est temps de retourner à un leadership audacieux et visionnaire, et c'est ce que permettra le Corridor énergétique national.

Andrew Scheer

Plus de bons emplois

Créer un Corridor énergétique national

Créer un Corridor énergétique national

Pour offrir des possibilités aux Canadiens et aux Canadiennes et unir notre pays, nous allons créer un Corridor énergétique national afin de transporter l'énergie et les ressources canadiennes d'un bout à l'autre du pays.

Un Corridor énergétique national nous aidera à transporter le pétrole et le gaz de l'Alberta et de la Saskatchewan. Il permettra à l'Ontario et au Québec de distribuer leur hydroélectricité sur de nouveaux marchés. Il connectera les communautés rurales de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick à une infrastructure de télécommunications essentielle. Il offrira des débouchés économiques aux communautés autochtones de la Colombie-Britannique.

Avec un Corridor énergétique national, nous minimiserons l'impact environnemental, réduirons le coût des évaluations environnementales sans sacrifier la qualité, améliorerons la certitude pour les investisseurs et réaliserons des projets critiques.

Nous allons former un groupe de travail d'experts qui devra formuler des recommandations dans les six mois suivant sa formation, sur la création du Corridor. Nous allons travailler avec tous les gouvernements provinciaux et territoriaux, les gouvernements municipaux et les leaders autochtones afin que tous partagent la prospérité de ce projet de créer un lien pancanadien.

Abolir le projet de loi C-69

Pour créer des emplois et réaliser des projets d'infrastructure énergétique critiques, un nouveau gouvernement conservateur va abolir le projet de loi C-69 — la Loi anti-pipelines. Depuis son entrée en fonctions, Justin Trudeau ne cesse d'attaquer le secteur énergétique canadien et les milliers d'hommes et de femmes qui y travaillent.

Nous allons remplacer le projet de loi C-69 par un nouveau processus qui établit des attentes et des délais clairs pour les examens environnementaux. Cela protégera et maintiendra les investissements dans le secteur énergétique du Canada et rétablira la confiance et la certitude.

De plus, nous allons réduire la politisation du processus d'examen et assurer que tous les projets désignés suivent un processus de consultation rigoureux. Les groupes financés par l'étranger ne pourront plus utiliser le processus d'approbation pour bloquer des projets énergétiques qui sont dans notre intérêt national. Ce nouveau processus va respecter des normes environnementales de calibre mondial.

Un nouveau gouvernement conservateur va collaborer avec les provinces, les territoires, les groupes autochtones et l'industrie.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



 **Mettre fin à l'interdiction du trafic maritime sur la côte nord de la Colombie-Britannique**

Pour augmenter la valeur des exportations d'énergie canadiennes, nous devons améliorer l'accès aux marchés internationaux. Nous allons mettre fin à l'interdiction du trafic maritime sur la côte nord de la Colombie-Britannique. Justin Trudeau a arbitrairement interdit les exportations de pétrole canadien de la côte de la Colombie-Britannique, contre la volonté des communautés et des groupes autochtones locaux. Justin Trudeau lie les mains de notre propre industrie. Cette interdiction n'empêche pas le pétrole de l'Alaska de passer dans les eaux canadiennes pour approvisionner les raffineries américaines.

 **Construire le pipeline Transmountain**

Pour assurer que tous les Canadiens et Canadiennes profitent de l'expansion du pipeline Trans Mountain, nous allons entreprendre les travaux et garantir que ce projet sera réalisé de manière responsable. Après avoir causé tellement de retards qu'il a dû acheter le pipeline — envoyant 4,5 milliards de dollars des contribuables à une entreprise américaine — Justin Trudeau continue à traîner. Pas un mètre de pipeline n'a été construit.

 **Nommer un ministre pour consulter les détenteurs de droits autochtones**

Pour assurer que la voix des détenteurs de droits autochtones est entendue au Cabinet, nous allons créer un ministère responsable de cet engagement. Les communautés autochtones ont un grand intérêt dans ce qui se passe sur leurs territoires traditionnels, et la Constitution canadienne exige que le gouvernement les consulte sur les projets majeurs afin de connaître leurs préoccupations et d'y répondre. Malheureusement, ce n'est pas toujours fait, ce qui retarde les projets et crée une frustration chez les peuples autochtones. Il est temps que le gouvernement change son approche.

 **Faciliter la coopération entre les communautés autochtones et les entreprises de développement des ressources**

Pour promouvoir des discussions mutuellement bénéfiques entre les communautés autochtones et les promoteurs de projets, nous allons allouer 10 millions de dollars par année aux organisations qui encouragent la collaboration et de solides partenariats entre ces deux groupes. La participation des communautés autochtones à l'élaboration de projets majeurs peut créer d'immenses possibilités pour les Autochtones et augmenter la confiance des entreprises.

 **Déclarer des projets « à l'avantage général du Canada »**

Pour protéger les emplois et assurer que les projets sont réalisés, un nouveau gouvernement conservateur va affirmer au besoin les compétences fédérales sur les projets majeurs qui sont « à l'avantage général du Canada » en vertu de l'article 92 (10) de la Constitution. Nous n'allons pas hésiter à utiliser tous les outils à notre disposition pour réaliser les projets approuvés qui sont dans l'intérêt national, tout en respectant des normes environnementales élevées.

Plus de bons emplois

Stimuler l'innovation

La recherche et le développement au Canada sont forts, mais nous traînons en ce qui a trait à la commercialisation et à la réussite des entreprises. Le Canada n'exploite pas pleinement nos innovations et, dans un monde très compétitif où les effets de réseau encouragent les plateformes de gagnant unique, cela nuit à la croissance de notre compétitivité. Le Canada doit être plus dynamique dans le développement de nouvelles technologies et assurer que nous avons des entreprises gagnantes ici au pays.

Point le plus important, nous devons assurer que les entreprises canadiennes restent au Canada. D'autres pays réduisent leur fardeau fiscal et administratif, alors que le Canada fait le contraire : augmenter les impôts et les réglementations pour les entreprises. Un trop grand nombre de firmes technologiques canadiennes prometteuses sont vendues à des investisseurs américains. Le Canada perd ainsi une richesse importante qu'est la propriété intellectuelle. Notre révision exhaustive de régime fiscal va permettre et encourager les entrepreneurs canadiens de faire des affaires, d'innover et de créer des emplois.

Un nouveau gouvernement conservateur va faire du Canada une destination de choix pour investir et créer des entreprises, et pour innover et commercialiser de nouvelles technologies. Nous allons revoir le code fiscal, réduire la réglementation et améliorer les programmes d'immigration et de développement des compétences. Nous pouvons transformer le climat d'investissement du Canada.

Trouver de nouveaux marchés et clients pour nos entreprises de technologie et de services

Pour assurer que les entreprises canadiennes peuvent demeurer concurrentielles et réussir au palier

international, nous allons veiller à ce que la protection de la propriété intellectuelle et le libre-échange des services soient au cœur de nouveaux accords commerciaux. Nous allons diversifier le commerce du Canada vers les marchés émergents et réduire notre dépendance aux États-Unis. Nous allons engager le Royaume-Uni et les pays du Marché commun du Sud et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dans des négociations sur des accords de libre-échange.

Avoir des compétences canadiennes en technologie

Pour assurer que notre système d'immigration attire les meilleurs talents, nous allons veiller à ce que les programmes de réorientation gouvernementaux répondent à la demande des compétences requises par les emplois d'aujourd'hui et de demain. Le principal avantage concurrentiel du secteur technologique du Canada repose sur ses travailleurs hautement qualifiés et ses talents. Des pénuries de main-d'œuvre critiques nuisent à la capacité de croissance de cette industrie.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus de bons emplois

Soutenir l'immigration économique

**Attirer les meilleurs
et les plus brillants**

Pour jumeler les immigrants potentiels aux emplois au Canada et pour aider les employeurs canadiens à combler les pénuries de main-d'œuvre, nous allons renverser la politique de Justin Trudeau consistant à réduire le nombre de points accordés pour un emploi au titre du programme Entrée express. Nous allons restructurer le programme pour lui rendre son intention originale : attirer les meilleurs et les plus brillants du monde afin d'aider nos industries à réussir.

Un nouveau gouvernement conservateur va aussi chercher à garder les meilleurs et les plus brillants au Canada quand ils terminent leurs études universitaires.

Les étudiants internationaux formés au Canada sont des candidats idéaux pour combler les pénuries sur le marché du travail canadien. Nous allons élaborer et exécuter un plan pour jumeler les étudiants aux emplois, en nous concentrant sur les compétences très recherchées.

**Promouvoir les emplois dans les
communautés rurales et nordiques**

Pour améliorer la main-d'œuvre dans nos communautés rurales et nordiques, nous allons encourager les nouveaux immigrants économiques à travailler dans des régions éloignées du pays en leur donnant de l'information sur les débouchés hors des centres urbains.

**Aider les entreprises à combler les
pénuries de main-d'œuvre**

Pour aider les entreprises à combler la pénurie de main-d'œuvre, nous allons modifier le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin de mieux l'aligner sur les besoins nationaux.



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Pour réduire les chevauchements et faciliter le processus de demande, nous allons créer un système d'employeurs de confiance pour que les entreprises n'aient pas à refaire continuellement de nouvelles demandes. Nous allons établir des normes et des délais clairs pour les études d'impact sur le marché du travail et revoir le zonage afin d'assurer que les régions rurales et les points touristiques ne sont pas regroupés dans de grandes zones géographiques avec des noyaux urbains.

Pour assurer que ceux qui viennent au Canada comme travailleurs peu qualifiés, selon des données concrètes sur le marché du travail, sont justement traités, nous allons offrir une voie vers la résidence permanente en permettant aux employeurs de parrainer leurs demandes. L'immigration est bonne pour l'économie, bonne pour les emplois et bonne pour les gens qui choisissent de venir au Canada.

Nous allons continuer à surveiller le Programme des travailleurs étrangers temporaires pour assurer qu'il produit les résultats attendus : soutenir les entreprises canadiennes qui ont des besoins bien réels, tout en assurant que les Canadiens sont les premiers à décrocher les emplois.

Négocier des compétences accrues pour le Québec

Pour donner une plus grande autonomie au Québec en matière d'immigration, nous allons travailler avec le gouvernement du Québec afin de répondre à ses besoins spécifiques en matière d'immigration, comme le prévoit l'Accord Canada-Québec. Ces négociations pourraient comprendre certaines mesures bénéfiques pour le Canada et le Québec. Par exemple, actuellement, les deux paliers de gouvernement doivent approuver les évaluations de l'impact sur le marché du travail. Une amélioration sensée serait d'éliminer ce chevauchement. Nous allons discuter avec le gouvernement du Québec de cette proposition et d'autres modifications possibles à l'Accord Canada-Québec.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus de bons emplois

Construire des infrastructures

Construire des routes, des ponts et des ports pour stimuler notre économie

Pour créer des emplois, augmenter les salaires et connecter les industries canadiennes, nous allons traiter en priorité les projets d'infrastructure qui ont un avantage maximal pour l'économie canadienne. Nous allons aller de l'avant avec tous les projets déjà engagés par le gouvernement libéral.

Réduire les temps de déplacement pour que vous puissiez rentrer chez vous plus vite

Pour vous permettre de rentrer chez vous plus vite à la fin d'une journée de travail, un nouveau gouvernement conservateur va traiter en priorité les projets d'infrastructure qui réduisent les temps de déplacement.

Ces projets sont entre autres :

- Le remplacement du tunnel George Massey en Colombie-Britannique
- La ligne Ontario et le prolongement du métro Yonge en Ontario
- Le troisième lien entre Lévis et Québec

Des études démontrent que les longs temps de déplacement nuisent non seulement au bien-être financier des gens, mais à leur bien-être général.

Un nouveau gouvernement conservateur va créer le Crédit d'impôt pour le transport en commun vert afin de réduire le coût du transport en commun.



PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



✓ Atténuer les effets des changements climatiques

Pour améliorer notre résistance aux événements météorologiques extrêmes, nous allons ajouter une optique d'atténuation et d'adaptation aux investissements gouvernementaux dans l'infrastructure. Les collectivités doivent pouvoir identifier les risques et faire une planification appropriée. Une optique d'adaptation peut comprendre la conception d'infrastructures pour se protéger contre les événements météorologiques extrêmes, mais aussi la conception d'autres infrastructures pour assurer la résistance aux dangers connus. Dans tous les cas, cela aidera les collectivités à être prêtes aux situations d'urgence.

Un nouveau gouvernement conservateur va aussi réaliser des projets d'infrastructure naturelle qui tirent profit de la résilience de nos espaces naturels. Des milieux humides améliorés ou créés et d'autres éléments naturels peuvent offrir une protection à faible coût contre les inondations, la sécheresse et les problèmes de salubrité de l'eau, tout en offrant des possibilités de loisirs et de séquestration du carbone, et des habitats pour les poissons et la faune.

Nous allons traiter en priorité les projets d'infrastructure et investir des ressources pour mettre fin au déversement d'eaux d'égout dans nos lacs, nos rivières et nos océans.

Les cours d'eau canadiens ont ouvert le pays aux explorateurs et offert les premières routes commerciales qui ont permis de bâtir une économie dynamique et moderne. Aujourd'hui, nos cours d'eau soutiennent notre économie fondée sur le commerce et notre gagne-pain, de bien des façons. Ils ne devraient pas être utilisés comme décharges toxiques. Un nouveau gouvernement conservateur va travailler avec les provinces et les municipalités pour mettre fin au déversement d'eaux usées non traitées dans les cours d'eau partout au Canada.

Depuis son arrivée au pouvoir, Trudeau échoue à protéger nos cours d'eau

contre la pollution. L'une des premières choses qu'a faites Catherine McKenna comme ministre de l'Environnement a été de permettre à la Ville de Montréal de déverser 8 milliards de litres d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent. En 2017 seulement, les municipalités ont déversé 215 milliards de litres d'eaux usées non traitées dans des lacs et des rivières partout au pays.

Le gouvernement conservateur précédent avait un excellent bilan de gestion des déchets. Nous avons créé le Règlement sur les effluents d'eaux usées afin d'établir des normes plus élevées sur le traitement des eaux usées. De plus, nous avons fait des investissements dans l'infrastructure d'eaux usées partout au pays, notamment à Montréal et à Victoria.

✓ Soutenir les communautés rurales et éloignées

Pour soutenir les petites villes, les villages et les régions rurales partout au pays, nous allons assurer qu'ils reçoivent leur juste part des fonds pour l'infrastructure en réservant un fonds spécifique pour les communautés rurales et éloignées. Notre engagement est clair : aider tous les Canadiens et Canadiennes à améliorer leur quotidien — pas seulement ceux qui vivent dans les grands centres urbains.



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus de bons emplois

Promouvoir le commerce international



Abolir les obstacles au commerce interprovincial

Pour assurer le mouvement des produits et des services entre les provinces, nous allons convoquer une réunion des premiers ministres afin de conclure un nouvel accord de libre-échange interprovincial exhaustif et efficace. À cette rencontre, nous allons définir un processus afin de déterminer si les différences dans les lois et les règlements empêchent inutilement le commerce ou s'ils sont un exercice raisonnable des compétences provinciales. L'élimination des obstacles au commerce interprovincial améliorera la compétitivité et la productivité du Canada et stimulera l'économie canadienne de 90 milliards de dollars, selon le Fonds monétaire international.

Élargir le programme du sceau rouge

Pour permettre aux Canadiens et aux Canadiennes de travailler partout au Canada, nous allons élargir le programme du Sceau rouge afin de reconnaître les titres de compétence communs. Nous allons travailler avec les provinces et les territoires pour harmoniser la formation en apprentissage et la certification de métiers.

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



Plus de bons emplois

Soutenir les industries canadiennes

Préparer les Canadiens aujourd'hui aux emplois de demain

Pour assurer que les Canadiens et les Canadiennes reçoivent les meilleurs conseils, la meilleure formation professionnelle et la meilleure aide à l'emploi, nous allons établir des mesures de réussite pour les centaines de millions de dollars que le gouvernement du Canada dépense actuellement afin de préparer les Canadiens à se joindre à la population active.

Un nouveau gouvernement conservateur va travailler avec les collèges et les universités pour assurer que les cours et les programmes tiennent compte des demandes du marché du travail d'aujourd'hui afin d'assurer la réussite de nos étudiants.

Former un groupe de travail sur la compétitivité des ressources naturelles

Pour établir la confiance et la position de leadership du Canada dans le développement des ressources, nous allons former un groupe de travail d'experts qui va travailler avec l'industrie, les communautés autochtones et d'autres intervenants.

Les industries des ressources du Canada sont en difficulté sous Justin Trudeau. Le secteur pétrolier et gazier n'est pas le seul à souffrir. Les travailleurs de l'industrie minière s'inquiètent aussi pour leur avenir, tout comme l'industrie forestière qui subit de graves pertes d'emplois, en particulier à l'intérieur de la Colombie-Britannique.

Le Canada a besoin d'une stratégie pour extraire, développer et commercialiser nos ressources naturelles dans le monde. Le Canada a une main-d'œuvre innovatrice et qualifiée et un solide régime environnemental. Nous pouvons et allons faire plus pour soutenir nos industries des ressources naturelles et assurer que les produits canadiens sont mis en lumière, au pays et à l'étranger.

Assurer une vraie représentation aux agences de développement régional

Pour assurer que les voix régionales sont prises en compte dans les décisions sur le financement du développement régional, les ministres responsables des agences de développement régional seront choisis parmi les députés de la région visée.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Agriculture

Moderniser la Loi sur les grains du Canada et la Commission canadienne des grains

Pour soutenir les agriculteurs, nous allons assurer que la Loi sur les grains du Canada (LGC) et la Commission canadienne des grains (CCG) s'alignent sur des pratiques agricoles modernes, les exigences du marché mondial et les besoins de nos agriculteurs. L'agriculture a considérablement changé ces dernières décennies. Malheureusement, la réglementation de l'agriculture au Canada ne suit pas toujours le rythme. Nous allons aligner la LGC et la CCG sur les normes d'aujourd'hui, en consultation avec les agriculteurs.

Rendre les frais d'utilisation excessifs aux agriculteurs

Pour mettre plus d'argent dans les poches des agriculteurs, dans le cadre de la modernisation de la LGC et de la CCG, nous allons leur rendre les 130 millions de dollars de frais d'utilisation excessifs recueillis par la CCG.

Réduire la paperasserie pour les agriculteurs

Pour assurer que l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire établit un équilibre efficace entre la protection de la santé et de l'environnement et les intérêts économiques du Canada, nous allons faire de la compétitivité un élément clé de son mandat. Nous exigerons qu'elle soit plus transparente avec les secteurs réglementés, et qu'elle encourage l'innovation réglementaire et l'harmonisation avec nos partenaires commerciaux internationaux, et assurer qu'elle a des ressources suffisantes pour réaliser son mandat.

Établir une stratégie de travail dans l'agriculture et l'agroalimentaire

Pour mieux soutenir les agriculteurs et les transformateurs d'aliments, nous allons aider à assurer qu'ils ont accès aux travailleurs dont ils ont besoin. Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire est une puissance économique avec une réputation mondiale d'offre de produits de qualité supérieure. Cependant, de nombreuses parties de ce secteur luttent avec des pénuries de main-d'œuvre chroniques à tous les niveaux de compétences. Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire va élaborer une stratégie pour répondre à ces pénuries de main-d'œuvre en étroite consultation avec l'industrie.

Aider les entreprises agricoles et agroalimentaires touchées par l'incertitude du marché

Pour déterminer le meilleur moyen d'aider les entreprises agricoles et agroalimentaires à composer avec l'incertitude du marché, nous allons convoquer une réunion de groupes agricoles pour évaluer les dommages et déterminer comment aider les agriculteurs à traverser cette période difficile.

Les tensions géopolitiques actuelles, notamment la guerre commerciale entre les deux plus grosses économies mondiales et la détérioration des relations Canada-Chine, ont de graves conséquences économiques sur les secteurs canadiens du canola, du porc, du bœuf et du soya, entre autres. Cela a des répercussions négatives sur le prix des produits et la situation financière de nombreuses entreprises agricoles et agroalimentaires. Nous demandons que le Canada conteste les actions de la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce et qu'il augmente les inspections des importations chinoises.

De plus, nous allons travailler avec les provinces et les agriculteurs pour rendre le programme Agri-stabilité plus simple, plus prévisible, plus rentable et plus opportun.

Offrir une indemnisation aux agriculteurs touchés par les accords de libre-échange

Pour soutenir nos agriculteurs soumis à la gestion de l'offre qui perdent une part de marché à cause des accords de libre-échange, nous allons offrir l'indemnisation promise aux secteurs touchés.

Défendre le système de gestion de l'offre du Canada

Pour défendre le mode de vie de nos agriculteurs, nous allons protéger la gestion de l'offre tout en ouvrant de nouveaux marchés à nos agriculteurs qui dépendent des exportations. Justin Trudeau a dérégulé cet équilibre quand il fait des concessions sans précédent à Donald Trump lors des négociations sur l'ALENA. Comme premier ministre, Andrew Scheer ne va pas mettre la gestion de l'offre sur la table aux futures négociations commerciales.

Rétablir la protection financière du secteur des produits frais

Pour rétablir une importante protection financière, nous allons prendre des mesures pour remettre en place le mécanisme de résolution des différends qui protégeait le secteur des produits frais contre le risque financier posé par l'insolvabilité des acheteurs américains.

Demander le statut de risque négligeable pour l'ESB

Pour aider nos producteurs de bœuf à augmenter leur part du marché international et faciliter la négociation de nouveaux accords de libre-échange, nous allons demander la mise à jour du statut du Canada à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) pour l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) de risque contrôlé à risque négligeable en 2020. La découverte de l'ESB, communément appelée la maladie de la vache folle, au Canada en 2003 a porté un très dur coup à l'industrie. Grâce à la surveillance de calibre mondial du Canada, l'OIE a donné au Canada le statut de risque contrôlé en mai 2007. Nous allons passer à l'étape suivante.

Reporter les règlements sur le transport sans cruauté des animaux pour assurer qu'ils reposent sur des preuves exhaustives

Pour assurer que les nouveaux règlements sur le transport sans cruauté des animaux reposent sur des données complètes, nous allons reporter leur entrée en vigueur jusqu'à ce qu'un examen soit fait. Par la réglementation, le gouvernement fédéral assure le bien-être des animaux pendant le transport. Malheureusement, Justin Trudeau veut faire une mise à jour de la réglementation qui ne repose pas sur les données les plus récentes. Les agriculteurs se préoccupent du bien-être de leurs animaux et ils veulent prendre des mesures raisonnables pour assurer leur sécurité.



PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



Pêches

Le secteur des pêches offre des dizaines de milliers d'emplois et rapporte des milliards de dollars en activité économique, chaque année. Pour maintenir ces avantages pour les futures générations, et pour assurer la santé de notre environnement marin, il est crucial d'agir maintenant pour conserver et restaurer nos stocks essentiels.

Former des conseils consultatifs

Pour rétablir les stocks essentiels et assurer que tout le monde travaille ensemble, nous allons former des conseils consultatifs avec des pêcheurs, des groupes autochtones et d'autres experts.

Améliorer et rétablir les stocks de saumons sauvages de l'Atlantique et du Pacifique

Pour soutenir les activités locales qui améliorent nos stocks de saumons, nous allons augmenter le soutien au Programme de mise en valeur des salmonidés en l'axant sur des partenariats avec des groupes communautaires et en rétablissant le Programme de partenariats relatifs à la conservation des pêches récréatives, que Justin Trudeau a annulé. Nous allons doubler le prix du timbre de conservation du saumon pour les non-résidents en Colombie-Britannique et donner les profits à la Fondation du saumon du Pacifique.

Protéger nos pêches

Pour assurer que nous pouvons rétablir et maintenir ces importants stocks de poissons, nous allons veiller à ce que des plans de rétablissement soient exécutés pour toutes les pêches critiques.

Ces plans incluent des mesures pour gérer les prédateurs et les espèces envahissantes. Ils répondent aux demandes pêcheurs de Terre-Neuve-et-Labrador et d'autres régions.

Pour rétablir nos stocks essentiels et soutenir cette tâche importante, un nouveau gouvernement conservateur va faire une priorité stratégique de la recherche scientifique au ministère des Pêches et Océans.

Rétablir les consultations communautaires pour les aires marines protégées

Pour garantir que les voix locales sont entendues, nous allons assurer que le processus de création des aires marines protégées n'ignore pas les préoccupations des communautés côtières. Justin Trudeau a établi un processus qui ignore ces préoccupations. Nous allons établir un processus qui est raisonnable et opportun, mais qui respecte les communautés. Nous allons rétablir les consultations avec les communautés et les intervenants avant de déterminer les limites des aires protégées.

Soutenir les ports pour petits bateaux

Pour soutenir l'infrastructure essentielle des communautés côtières et leurs économies locales, nous allons allouer jusqu'à 250 millions de dollars pour améliorer les ports pour petits bateaux. Les ports pour petits bateaux sont des installations importantes pour la pêche récréative et commerciale qui peuvent être essentielles aux économies locales, comme celles de l'Île-du-Prince-Édouard qui soutiennent l'aquaculture de homards de mollusques.



Prévenir la fraude sur les produits de la mer

Nous allons assurer que les honnêtes pêcheurs et fournisseurs canadiens ne sont pas trompés nous allons travailler avec l'industrie à l'élaboration d'une stratégie pour prévenir la fraude et l'étiquetage trompeur, qui créent aussi des risques pour la santé et la salubrité des aliments.

Réduire la prévalence des «engins fantômes»

Pour protéger nos océans contre les formes de déchets marins les plus mortels, nous allons chercher à réduire le matériel abandonné et perdu, appelé «engins fantômes». Ils nuisent à la faune marine et contribuent considérablement au problème du plastique dans les océans.

Adopter une Loi sur l'aquaculture moderne

Pour avoir une industrie de l'aquaculture solide, qui ne menace pas nos pêches sauvages, nous allons adopter une Loi sur l'aquaculture moderne. La promesse de Justin Trudeau de faire de l'industrie de l'élevage du saumon en Colombie-Britannique une industrie terrestre en parc clos d'ici 2025 va mettre 7000 emplois en péril. Trois mille emplois additionnels au Canada atlantique seront aussi à risque. Derrière des portes closes, Justin Trudeau a reconnu que l'élevage en parc clos n'est pas commercialement viable. Ceci indique clairement qu'il ne souhaite pas la survie de cette industrie de milliards de dollars.

Une industrie d'élevage du saumon responsable et durable est importante pour nos communautés côtières. Le gouvernement fédéral ne devrait pas attaquer ces emplois importants. Nous allons augmenter les tests pathogènes des sites d'aquaculture ouverts afin d'identifier et de contrôler les risques pour les stocks sauvages. Cela permettra à l'industrie d'établir la confiance envers ses pratiques. Nous allons encourager le développement et l'adoption de technologies qui peuvent aider à réduire les risques liés au contact entre les saumons sauvages et d'élevage.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Foresterie

Former un groupe de travail sur le caribou des bois

Pour protéger le caribou des bois tout en assurant que l'industrie forestière reste solide, nous allons former un groupe de travail qui va collaborer avec les provinces et les communautés locales afin de proposer des solutions qui tiennent compte de l'expertise et de la gestion locales.

Protéger nos forêts contre les parasites

Pour contrôler les espèces qui posent une grave menace pour la santé des forêts, nous allons augmenter le financement du contrôle des parasites dans les parcs nationaux et sur les terres fédérales.



PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



Fabrication

Les manufacturiers sont un moteur vital de l'économie canadienne, représentant (directement et indirectement) 25 pour cent des emplois et 30 pour cent du PIB. Cependant, nombre d'entreprises des secteurs de l'automobile, de l'aérospatiale et autres luttent contre une compétitivité déclinante en raison de coûts accrus, d'une réglementation plus lourde et d'un gouvernement fédéral qui ignore leurs difficultés. Pis encore, le Canada cède du terrain à d'autres pays, et de plus en plus de manufacturiers déménagent aux États-Unis. Les manufacturiers du Canada sont parmi les meilleurs du monde, mais le gouvernement les empêche de gagner.

Pour faire du Canada une destination de choix où investir et créer des entreprises, nous allons revoir le régime fiscal afin d'améliorer la compétitivité du Canada pour attirer plus d'emplois et d'investissements, notamment dans le secteur manufacturier.

De plus, nous allons réduire le fardeau de la réglementation de 25 pour cent. Les manufacturiers nous ont dit qu'ils ont de la difficulté avec le fardeau de la réglementation et qu'ils ont besoin d'un allègement pour être concurrentiels au palier international.

Pour diversifier les échanges commerciaux du Canada vers les marchés émergents et réduire la dépendance envers les États-Unis, nous allons conclure des accords de libre-échange avec le Mercosur, l'ANASE et le Royaume-Uni. Nous allons défendre les industries stratégiques du Canada et offrir des possibilités aux manufacturiers canadiens pour augmenter leur croissance et leurs exportations.



Plus d'innovation pour lutter contre les changements climatiques

PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



Les conservateurs du Canada ont présenté Un vrai plan pour protéger notre environnement en juin 2019. Un vrai plan pour protéger notre environnement est le résultat de consultations assidues et continues avec des intervenants et d'importants chercheurs indépendants. Notre plan établit un équilibre entre la nécessité pour le Canada de lutter contre les changements climatiques et de réduire les émissions, et notre promesse fondamentale de laisser plus d'argent dans les poches des Canadiens pour qu'ils améliorent leur quotidien.

Un vrai plan pour protéger notre environnement est la meilleure possibilité pour le Canada d'atteindre les objectifs de Paris. Il repose sur trois principes directeurs :

1. Des technologies vertes, pas des taxes;
2. Un environnement naturel plus propre et plus vert;
3. Une lutte mondiale contre les changements climatiques.

Notre plan reconnaît le travail important que font déjà les provinces et les territoires, les groupes autochtones, les intervenants, les organisations communautaires, les bénévoles et tous les Canadiens. Les changements climatiques sont bien réels et des preuves du monde entier indiquent qu'il y a une tendance au réchauffement de la planète. De plus en plus, les Canadiens veulent jouer un rôle dans la lutte contre les changements climatiques. Notre plan permet aux Canadiens de participer de manière significative et de contribuer à la réduction des émissions au pays et à l'étranger.

Notre plan environnemental complet se trouve au www.unvraiplan.ca. En voici les points saillants.

« *Le bilan conservateur en matière d'environnement présente un contraste frappant avec le bilan d'échecs de Justin Trudeau. Les conservateurs ont un fier bilan en matière de gestion de l'environnement naturel du Canada et d'amélioration de notre performance environnementale.*

Cet héritage couvre toute l'histoire de notre pays. Le fondateur de notre parti et premier dirigeant du Canada, Sir John A. Macdonald, a jeté les fondations du réseau de parcs nationaux et a créé les trois premiers : Banff, Yoho et des glaciers. Quelques années plus tard, le premier ministre Robert Borden a dirigé l'exploration de l'Arctique afin de comprendre notre frontière nordique. Ses efforts ont été reconnus par l'appellation de l'île Borden.

Le premier ministre John Diefenbaker a ensuite enchâssé la souveraineté du Canada dans l'Arctique avec sa politique Routes vers les ressources, et la loi la Semaine canadienne de l'environnement, une tradition annuelle toujours présente aujourd'hui qui encourage l'action environnementale.

Brian Mulroney a été nommé le premier ministre le plus vert du Canada en 2006. Il a négocié le traité Canada-États-Unis sur les pluies acides, a créé huit nouveaux parcs nationaux et a présenté la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, la toute première loi exhaustive sur la pollution.

Le gouvernement conservateur précédent, dirigé par Stephen Harper, a affiché une baisse nette des émissions de gaz à effet de serre entre 2007 et 2015 grâce à des programmes ciblés dans les secteurs de l'agriculture, des transports et de l'énergie.

Nous sommes fiers de poursuivre cet important travail avec Un vrai plan pour protéger notre environnement.

Andrew Scheer

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus d'innovation pour lutter contre les changements climatiques

Des technologies vertes, pas des taxes

Un vrai plan pour protéger notre environnement renforce l'avantage économique du Canada et encourage la durabilité environnementale en assurant que les gros émetteurs contribuent pour réduire les émissions. Guidé par notre principe des technologies vertes, pas des taxes, ce plan exigera que les entreprises canadiennes montrent l'exemple et investissent dans les technologies de réduction des émissions si elles ne peuvent pas respecter nos normes sur les émissions.

Comme premier ministre, Andrew Scheer va :



Établir des normes sur les investissements verts

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et encourager les entreprises canadiennes à respecter les standards les plus élevés qui soient en matière de technologies vertes, nous allons établir des normes sur les émissions pour les principaux émetteurs. Les entreprises devront réduire leurs émissions en fonction de ces limites. Celles dont les émissions excèdent les Normes sur les investissements verts devront investir dans la recherche, le développement et l'adoption de technologies de réduction des émissions propres à leur industrie. Ces entreprises devront investir un montant fixe pour chaque tonne de gaz à effet de serre excédant la limite.

Cela encouragera les gros émetteurs à investir dans des technologies ayant le meilleur potentiel de réduction des

émissions et offrant le meilleur rendement possible sur les investissements, selon les conditions du marché.

Notre plan élargira l'application obligatoire de la politique sur les principaux émetteurs. Elle visera désormais toutes les installations émettant plus de 40 kt de CO₂e par année, plutôt que 50 kt de CO₂e comme c'est le cas présentement. Ça signifie que notre plan sera obligatoire pour un plus grand nombre de gros émetteurs et plus d'entreprises que le plan de Trudeau.



Certifier les investissements verts

Pour déterminer l'admissibilité des investissements dans les technologies vertes, nous allons offrir la Certification aux Normes sur les investissements verts. Nous allons assurer que les entreprises prennent des décisions optimales de façon opportune. La certification exigera une évaluation technique afin de déterminer si un projet, un investissement, un fonds ou un autre instrument soutient

le développement ou l'adoption de technologies de réduction des émissions.

En plus d'exiger que les investissements verts soient certifiés, nous allons exiger que toutes les entreprises dont les installations sont régies par cette réglementation rapportent leurs émissions. Nous allons établir une fonction de vérification pour assurer que les émetteurs respectent la réglementation et que les investissements augmentent.

Établir un crédit pour brevets écologiques

Pour encourager le secteur des technologies vertes à faire de la recherche et du développement et à faire de la commercialisation ici au Canada, nous allons réduire à 5 pour cent le taux d'imposition du revenu provenant des technologies vertes conçues et brevetées au Canada. Cela aidera à faire du Canada une destination pour l'innovation verte. L'augmentation de nouvelles technologies de réduction des émissions rendra les options écologiques plus abordables pour les Canadiens.

Créer un fonds pour la technologie et l'innovation vertes

Pour soutenir l'innovation canadienne, nous allons tirer profit de jusqu'à 1 milliard de dollars en investissements privés de nouveau capital de risque pour les entreprises de technologies vertes. Il reposera sur le succès du Plan d'action sur le capital de risque. Nous allons allouer 250 millions de dollars à un fonds géré par le secteur privé, indépendant du gouvernement. Le secteur privé sera tenu d'investir quatre dollars pour chaque dollar gouvernemental. Nous récupérerons cet argent pour les contribuables en vendant l'investissement quand l'entreprise est lancée et atteint un potentiel commercial. Nous consulterons l'industrie pour assurer que notre plan soutient un mélange optimal de développement initial et final.

Créer un guichet vert unique pour les innovateurs

Pour aider les innovateurs à trouver les talents, l'information et les ressources des secteurs public et privé, nous allons créer un guichet unique en ligne pour les innovateurs de technologies vertes.

Établir des contrats de performance énergétique et le code de rénovation des habitations écoresponsables

Il sera désormais plus facile pour les entrepreneurs de rénover des habitations vertes grâce à un soutien réglementaire pour le développement de Contrats de performance énergétique (CPE). Les CPE sont un concept relativement nouveau qui a du succès dans d'autres juridictions. Un investissement en capital est fait dans un édifice, et le propriétaire rembourse ensuite l'investisseur par l'intermédiaire des économies d'énergie réalisées. Le Code de rénovation des habitations écoresponsables fera partie du cadre réglementaire requis pour l'établissement de nouveaux CPE.



Plus d'innovation pour lutter contre les changements climatiques

Un environnement naturel plus propre et plus vert

 **Ajouter une optique d'atténuation et d'adaptation aux investissements gouvernementaux dans l'infrastructure**

Afin d'assurer la sécurité des collectivités, nous allons ajouter une optique d'atténuation et d'adaptation aux investissements dans l'infrastructure afin de protéger les collectivités contre les événements météorologiques extrêmes. Elles doivent pouvoir identifier les risques et faire une planification appropriée.

 **Investir dans la technologie de lutte contre les feux de forêt**

Pour lutter contre les émissions provenant des feux de forêt, nous allons investir dans la technologie pouvant améliorer la détection précoce des feux et mieux prévoir leur déroulement. Il y a eu des feux de forêt dévastateurs ces dernières années dans l'Ouest canadien. Ces événements obligent des familles à évacuer leurs maisons et leurs collectivités, et peuvent causer des pertes considérables.

Les feux de forêt font partie du cycle naturel. Cependant, le climat changeant, les problèmes croissants de santé des

forêts et le potentiel d'étés plus chauds et plus secs augmentent le risque de feux de forêt de forte intensité. C'est un problème pour les communautés situées près des régions boisées.

 **Travailler avec nos communautés autochtones**

Pour mieux comprendre les effets des changements climatiques et de l'environnement, nous allons intégrer la connaissance de la terre et de l'histoire des groupes autochtones. Les peuples autochtones du Canada possèdent une richesse de connaissances qui peuvent aider le Canada à comprendre les changements dans notre environnement alors que nous continuons à gérer notre air, notre territoire, nos eaux et notre faune.

Un climat changeant touche les peuples autochtones de façon disproportionnée — en particulier ceux qui vivent dans des communautés éloignées et nordiques et qui travaillent dans des industries comme les mines et la foresterie. Nous allons assurer que les communautés autochtones soient prises en compte alors que nous planifions les mesures d'atténuation et d'adaptation.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Revoir et moderniser les normes sur la qualité de l'air

Pour aider les Canadiens à mieux respirer, nous allons améliorer les normes sur la qualité de l'air.

Même si le Canada a une qualité de l'air relativement bonne, on estime que la pollution atmosphérique et le smog contribuent à 14 000 décès prématurés au Canada, chaque année. Un gouvernement conservateur va revoir et moderniser les normes et les règlements sur la qualité de l'air en se concentrant sur les bassins atmosphériques urbains afin de combattre la pollution.



Protéger nos milieux humides et nos cours d'eau

Pour protéger nos milieux humides, nos rivières et nos lacs, nous allons soutenir la finalisation du répertoire des milieux humides du Canada, évaluer les options pour maintenir ou restaurer les habitats critiques sur les terres privées et financer la protection des cours d'eau. Cela comprend le maintien du financement des Grands Lacs et du lac Winnipeg et le rétablissement du Fonds d'assainissement du lac Simcoe. Nos milieux humides, nos rivières et nos lacs sont essentiels à notre qualité de vie. Ils nous donnent de l'eau potable, sont des habitats importants pour les poissons et la faune, et offrent des possibilités récréatives.



Conservé la faune et les habitats naturels

Afin d'identifier les meilleures possibilités d'accroître notre réseau de zone protégée, et de soutenir les municipalités dans la création d'infrastructure naturelle et les projets locaux de restauration des habitats, nous allons mener une évaluation scientifique de notre réseau de zones protégées. La qualité de notre réseau de zones protégées est plus importante que sa quantité.

Ce que nous faisons entre les aires protégées comptent également. Nous allons rétablir le Fonds national de conservation des milieux humides et du Programme de partenariats relatifs à la

conservation des pêches récréatives, tous les deux annulés par Justin Trudeau, et créer un nouveau fonds pour des projets qui visent l'enrichissement de la faune.



Mettre fin au déversement d'eaux usées

Pour mettre un terme à la pratique consistant à déverser les eaux usées dans nos lacs, nos rivières et nos océans, nous allons travailler avec les provinces, les territoires et les municipalités. Depuis son arrivée au pouvoir, Trudeau échoue à protéger nos cours d'eau contre la pollution. L'une des premières choses qu'a faites Catherine McKenna comme ministre de l'Environnement a été de permettre à la Ville de Montréal de déverser 8 milliards de litres d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent.

Le gouvernement conservateur précédent avait un excellent bilan de gestion des déchets. Nous avons créé le Règlement sur les effluents d'eaux usées afin d'établir des normes plus élevées sur le traitement des eaux usées. De plus, nous avons fait des investissements dans l'infrastructure des eaux usées partout au pays, notamment à Montréal et à Victoria.



Rétablissement du Fonds d'assainissement du lac Simcoe

Pour protéger la ressource naturelle vitale sur laquelle tant de gens comptent et appellent leur « chez-soi », nous allons rétablir le Fonds d'assainissement du lac Simcoe. Justin Trudeau a annulé le Fonds d'assainissement du lac Simcoe en 2017. Il finançait plus de 200 projets communautaires ayant permis de rétablir les populations de poissons et d'animaux sauvages, de planter des milliers de nouveaux arbres et de réduire les déversements d'eaux usées et de déchets nocifs dans les bassins hydrographiques. 450 000 personnes vivent dans le bassin hydrographique du lac Simcoe. Plusieurs en dépendent pour l'eau potable, l'eau pour l'agriculture, l'eau pour nos cultures et nos animaux, et bien d'autres choses encore. Au fil des ans, l'augmentation du développement urbain, les espèces envahissantes et d'autres difficultés ont affecté le lac.



PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



Interdire l'exportation de déchets de plastique

Pour gérer nos déchets de plastique, au lieu d'utiliser d'autres pays comme décharges, nous allons interdire l'exportation de déchets de plastique, sauf s'il est démontré qu'ils seront recyclés à leur destination. Il arrive trop souvent que le plastique que le Canada envoie à l'étranger ne soit pas recyclé du tout. Nous allons aussi imposer des pénalités sévères à ceux qui violent cette interdiction.

Harmoniser les règlements et les normes sur le recyclage du plastique

Pour élaborer un régime de réglementation national harmonisé pour le recyclage du plastique, comprenant notamment la responsabilisation des fabricants et des normes harmonisées sur les produits et les emballages contenant du plastique, nous allons travailler avec les provinces, les territoires, les fabricants de plastique et d'autres intervenants.

L'un des plus gros problèmes de la lutte contre les déchets de plastique est l'ensemble disparate de normes et de règlements partout au pays. En raison de l'absence de normes, il est plus difficile pour les entreprises de réduire leurs déchets de plastique ou de contribuer à résoudre le problème.

Les provinces et les territoires ont commencé à s'attaquer à ce problème, et un travail considérable est fait pour améliorer la gestion des déchets, mais un partenaire fédéral engagé axé sur les progrès technologiques et la réduction des formalités administratives aidera les provinces, les territoires et le secteur privé à agir afin de réduire les déchets.

Travailler avec des partenaires internationaux pour lutter contre le plastique dans les océans

Pour réellement contribuer à la lutte contre le plastique dans les océans, nous devons reconnaître que le plastique est un problème mondial qui découle

principalement de la mauvaise gestion des déchets dans les pays en développement.

Justin Trudeau ne comprend pas ça. Bien qu'il y ait de bonnes raisons pour lesquelles le Canada devrait mieux gérer ses déchets de plastique, ce n'est pas parce que nous contribuons de manière importante au plastique dans les océans. L'interdiction des pailles en plastique à Toronto n'aura aucun impact sur le plastique dans l'océan Pacifique. Les conservateurs vont se concentrer sur le vrai problème et travailler avec des partenaires internationaux pour assurer que le Canada contribue de manière significative à des solutions efficaces.

Améliorer la récupération de valeur du plastique

Pour améliorer la récupération des produits énergétiques verts et d'autres précieux sous-produits des déchets de plastique existants, nous allons travailler avec les provinces et les territoires. Les déchets de plastique sont un problème, mais aussi une ressource potentielle. Il existe des technologies qui vont nous permettre de transformer le plastique — même le plastique non recyclable — en produits utiles comme des produits chimiques et des carburants renouvelables.



Plus d'innovation pour lutter contre les changements climatiques

Mener une lutte mondiale contre les changements climatiques

Les émissions de carbone sont un problème mondial. C'est pourquoi notre plan va réduire les émissions mondiales tout en créant des emplois au Canada.



L'approche internationale actuelle de la lutte contre les changements climatiques requiert que les pays s'imposent des objectifs de réduction de leurs émissions. Partout dans le monde, les pays travaillent pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions, peu importe le coût ou les risques de fuite de carbone vers des pays ayant de fortes émissions.

En conséquence, les bonnes occasions de réduire les émissions mondiales sont sacrifiées au nom de politiques sur les objectifs nationaux qui ont peu d'impact international, voire aucun.

Le Canada doit regarder au-delà de ses frontières et affronter la réalité des changements climatiques : c'est un problème mondial qui nécessite des solutions mondiales.

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



« Une solution mondiale axerait les efforts sur une réduction plus efficace des émissions, peu importe le pays, ce qui n'est pas possible avec les accords internationaux existants.

Aussi, les pays riches qui ont de bonnes pratiques environnementales comme le Canada sont obligés de se soumettre à des stratégies de réduction des émissions coûteuses alors que les pays en développement, qui produisent beaucoup d'émissions, mais qui ont peu de possibilités de réduction à faible coût, ont de la difficulté à faire ces investissements. Cela mine ce qui devrait être l'objectif ultime de la réduction des émissions mondiales.

Selon l'article 6 de l'Accord de Paris, un mécanisme peut être utilisé pour faciliter la coopération internationale sur la réduction des émissions.

Jusqu'à présent, la communauté internationale n'arrive pas à s'entendre sur les règles qui gouverneraient l'article 6. Le Canada devrait participer activement à ces négociations afin de s'assurer que nos efforts sont reconnus.

Un vrai plan pour protéger notre environnement reconnaît la position de force du Canada pour défaire le statu quo et exporter nos technologies et notre expertise afin de réduire les émissions dans d'autres parties du monde. Notre plan présente trois façons dont nous allons faire preuve de leadership :

Les produits énergétiques canadiens peuvent remplacer les sources d'énergie étrangères plus sales.

L'exportation de produits éco-canadiens peut remplacer les produits plus forts en émissions.

La technologie de réduction des émissions conçue au Canada peut être exportée dans le monde entier.

Andrew Scheer

1 Les produits énergétiques canadiens peuvent remplacer les sources d'énergie étrangères plus sales.

Nous savons tous que les produits du gaz naturel, comme le gaz naturel liquéfié (GNL), sont une source d'énergie fiable plus propre que le charbon. L'exportation de GNL canadien pour remplacer le charbon peut réduire les émissions mondiales.

Exemple :

Le GNL peut être une alternative plus propre à la génération d'électricité dans des pays comme la Chine, qui se distancient du charbon. En faisant la promotion du GNL, nous pouvons soutenir un moteur clé de l'économie canadienne tout en réduisant les émissions mondiales. Le monde se portera beaucoup mieux avec plus de GNL canadien et moins de charbon chinois.

Le transport maritime représente environ 2,5 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre et, par conséquent, l'Organisation maritime internationale a adopté une stratégie pour réduire les émissions de gaz à effet de serre des bateaux de 50 pour cent d'ici 2050. Un élément clé de l'atteinte de cet objectif est la transition de la flotte du carburant de soute lourd vers du GNL propre.

Il n'y a actuellement aucune installation de soutage de GNL sur la côte pacifique de l'Amérique du Nord. Une installation à Vancouver pourrait non seulement soutenir la transition de l'industrie vers des carburants plus propres, mais donner au Canada l'avantage du premier participant pour l'offre de GNL à l'industrie mondiale du transport maritime. La construction d'installations de soutage de GNL au port de Vancouver rendrait non seulement celui-ci plus attrayant pour les expéditeurs, mais stimulerait l'économie et réduirait les émissions mondiales. Nous pouvons aider à la réalisation de projets de ce genre avec un soutien réglementaire.

2 L'exportation de produits éco-canadiens peut remplacer les produits plus forts en émissions.

Le Canada a d'abondantes ressources naturelles, dont le monde a besoin et qu'il veut acheter. Nos normes de production sont parmi les meilleures du monde, et les investissements requis dans les technologies de réduction des émissions les rendront encore meilleures. En faisant la promotion de nos ressources et produits les plus propres, et en augmentant nos exportations, nous pouvons remplacer les produits étrangers plus sales par des produits éco-canadiens.

Exemple :

Le Canada produit de l'aluminium de manière plus écoénergétique que le reste du monde. Pour chaque tonne d'aluminium, un producteur canadien moyen émet près de 80 pour cent de moins qu'un producteur américain. De plus, l'industrie de l'aluminium est internationale. Si nous n'en produisons pas, quelqu'un d'autre le fera. Il est sensé de produire de l'aluminium au Canada pour soutenir notre économie et augmenter l'efficacité carbone de l'approvisionnement mondial.

Rio Tinto et Alcoa travaillent sur une technologie de pointe pour produire de l'aluminium sans carbone. Leur installation de recherche et développement se trouve au Saguenay et la technologie devrait être mise en marché en 2024.

3 Les technologies de réduction des émissions conçues au Canada peuvent être exportées dans le monde entier.

Le Canada est un leader mondial des technologies de capture et de séquestration du carbone. Elle a été testée et développée avec succès dans des installations canadiennes. Nous pouvons maintenant utiliser ce savoir-faire technologique pour aider le reste du monde en maintenant la consultation, l'amélioration et l'exportation. La Chine a manifesté son intérêt à utiliser cette technologie.

Nos agriculteurs développent des technologies qui facilitent les techniques de semis direct ou à faible labour, ce qui augmente la capacité des terres de capter le carbone. De plus, les technologies de science végétale permettent aux agriculteurs canadiens de réduire leur consommation de diesel.

Le Canada utilise déjà de nombreuses technologies de réduction des émissions. Notre plan fera encore plus en incitant l'industrie à investir dans l'innovation, avec le Crédit pour les brevets verts et le Fonds pour l'innovation et les technologies vertes. L'exportation de ces technologies est une occasion pour le Canada d'avoir une influence mondiale sur la réduction des émissions.

Exemple :

Avec plus de 300 centrales au charbon, si la Chine installait de l'équipement de captage et d'entreposage du carbone sur ses 100 plus importantes centrales, cela éliminerait plus de 300 Mt de CO₂e par année, soit près de la moitié de tout ce que produit l'économie canadienne annuellement.



Lancer l'image de marque éco-canadien

Pour mieux promouvoir les produits de qualité qui font une différence pour notre environnement, nous allons lancer l'image de marque éco-canadien. Notre image de marque permettra aux acheteurs au Canada et dans le monde entier d'avoir l'assurance qu'ils acquièrent des produits qui font une différence pour notre environnement.



Lancer l'accélérateur de l'expansion verte

Pour réduire les émissions mondiales, nous allons offrir une déduction pour amortissement accélérée aux industries qui réduisent les émissions dans d'autres pays, et aux producteurs qui sont parmi les moins forts en carbone du monde.



Élargir les obligations vertes

Pour soutenir les exportations canadiennes en aidant les entreprises à profiter des occasions d'affaires internationales et à exporter des technologies vertes dans le monde entier, nous allons élargir les programmes existants d'Exportation et Développement Canada. Ces obligations peuvent offrir des capitaux patients et un financement à plus long terme, mais elles permettent aussi aux entreprises de technologie verte d'utiliser ce financement pour attirer plus de capitaux du secteur privé.



Plus d'aide au pays

PLUS. POUR *Vous.* DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

Pour la culture et le patrimoine canadiens

Soutenir nos industries culturelles

Pour assurer que les programmes du gouvernement et les institutions soutiennent notre secteur culturel à travers les changements des médias et de la culture, nous travaillerons en consultation avec les industries des arts, de la musique, du film et d'autres pour comprendre comment le gouvernement peut s'adapter.

La numérisation de l'économie a changé la façon dont les Canadiens consomment des médias, et la façon dont les industries culturelles financent des projets créatifs. Pour chaque grande vedette de la musique et du cinéma, il y a un artiste très talentueux qui a de la difficulté en attendant sa chance.

Les politiques et les programmes gouvernementaux qui visaient à combler la lacune pour nos artistes et nos créateurs ne fonctionnent plus. C'est le cas pour le milieu artistique et les médias.

Notre culture nous unit. Notre identité partagée découle des histoires que nous racontons par l'intermédiaire de la musique, de la télévision, des arts et d'autres médias. Notre culture est aussi un immense moteur économique, créant plus de 765 000 emplois.

Rendre les musées nationaux gratuits

Pour encourager plus de Canadiens et de Canadiennes à célébrer notre patrimoine commun, nous allons supprimer les frais d'entrée dans les musées nationaux partout au pays. Cela s'appliquera aux visiteurs de tout âge, y compris les touristes qui viennent d'ailleurs au Canada et de l'étranger. Nos musées nationaux conservent et partagent des éléments importants de notre passé. En rendant l'entrée gratuite, nous allons permettre aux gens de tous les milieux d'interagir et de connaître notre histoire. De plus, nous allons désigner le Centre du patrimoine de la GRC en Saskatchewan comme un musée national. Il existe des musées nationaux au Manitoba, en Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse.

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.





Augmenter le financement du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine

Dans le but de mieux soutenir les festivals locaux, les fêtes communautaires et d'autres importants événements communautaires, nous allons prolonger de trois ans le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine. Ce financement offrira plus de possibilités de célébrer les talents locaux et de commémorer l'histoire des communautés. Nous allons aussi assurer que ce programme met en lumière les trésors cachés des régions rurales et éloignées, dont le Nord.

Traiter en priorité la commémoration des bâtisseurs nationaux

Pour promouvoir la grande histoire de notre pays et honorer les leaders du Canada, nous allons assurer que la commémoration de ceux qui ont bâti notre pays est une priorité pour notre gouvernement. De Thayendanegea, Brock et Secord à Macdonald, Cartier et Riel, des hommes et des femmes dévoués au service de la fondation de notre nation ont bâti notre pays. Nous allons commémorer leur contribution et raconter leurs histoires.

Pour commencer, nous allons désigner les tombes des anciens premiers ministres et gouverneurs généraux comme des lieux historiques nationaux.



Plus d'aide au pays

Pour les Canadiens et les Canadiennes qui souffrent

Investir dans les soins palliatifs

Pour que le Canada devienne un endroit où tous les gens qui souffrent reçoivent de l'aide, nous allons allouer 15 millions de dollars pour établir le Cadre des soins palliatifs au Canada. L'Association canadienne de soins palliatifs estime que seulement 15 à 30 pour cent des Canadiens et des Canadiennes qui en ont besoin ont accès à des services de soins palliatifs.

PLUS. POUR *Vous.* DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

Systeme correctionnel

Rendre les peines de prison utiles

Dans le but de mieux soutenir la transition de la prison à la communauté, un nouveau gouvernement conservateur va lier l'admissibilité à la libération conditionnelle à l'acquisition de compétences. Nous allons revoir et améliorer les programmes d'acquisition de compétences des prisons pour les axer sur la demande du marché du travail d'aujourd'hui et mettre l'accent sur les métiers spécialisés.

Pour assurer que les Canadiens et les Canadiennes font confiance à notre système de justice, nous allons mettre fin graduellement à la libération d'office et la remplacer par la libération conditionnelle méritée, en nous concentrant sur la réhabilitation et l'acquisition de compétences. Le Canada est l'un des seuls pays occidentaux qui libère les criminels automatiquement avant la fin de leur peine, peu importe leur comportement ou leurs progrès.

Améliorer d'importants programmes de réhabilitation

Dans le but de mieux soutenir le développement personnel et la transition après la prison, nous allons continuer à financer des programmes de réhabilitation sensés axés sur la littératie, la numératie, la gestion de la colère et le traitement de la toxicomanie.

Pour assurer que les détenus sont prêts à retourner dans leurs communautés, nous allons exiger que toutes les formalités administratives nécessaires soient terminées avant leur libération. Les agents de libération conditionnelle devront remplir tous les documents requis dans le cadre du plan correctionnel d'un détenu.



Mettre fin aux permissions de sortie de prison sans surveillance

Pour assurer la sécurité de nos communautés, nous allons mettre fin à la pratique consistant à accorder des permissions de sortie de prison sans surveillance. Sous Justin Trudeau, plus de 250 meurtriers reconnus coupables ont pu sortir sans surveillance — notamment pendant 303 jours.

Mettre fin au programme d'échange de seringues dans les prisons

Pour assurer que les criminels reconnus coupables n'ont pas de seringues en leur possession — des objets qui peuvent être utilisés comme des armes dangereuses, mettant la sécurité des agents correctionnels de première ligne en péril — nous allons mettre fin au programme d'échange de seringues dans les prisons.

Exiger la fouille complète de ceux qui entrent en prison

Pour empêcher que des drogues et d'autres substances illicites entrent dans les prisons, nous allons exiger la fouille complète des individus qui entrent en prison. En 2018 seulement, les agents correctionnels ont saisi plus 7 kilogrammes de tabac, 3 kilogrammes de marijuana, 55 grammes de crack, 376 grammes de hachich, 80 grammes de méthamphétamine, 72 grammes d'opioïdes, 23 téléphones cellulaires et de nombreuses armes, pour une valeur derrière les barreaux de 1,5 million de dollars.

Pour un gouvernement éthique

Mener une enquête judiciaire sur le scandale de corruption SNC-Lavalin

Pour donner aux Canadiens et aux Canadiennes les réponses qu'ils méritent et faire toute la lumière sur le scandale de corruption SNC-Lavalin, un nouveau gouvernement conservateur va immédiatement mener une enquête judiciaire.

Justin Trudeau a été reconnu coupable d'infraction à la Loi sur les conflits d'intérêts parce qu'il a tenté d'arrêter le procès criminel de SNC-Lavalin. Il a abusé du pouvoir de ses fonctions. Pendant tout le scandale de corruption SNC-Lavalin — jusqu'à aujourd'hui inclusivement — Justin Trudeau n'a cessé de nier toute responsabilité et a menti aux Canadiens et aux Canadiennes. Il a tenté de cacher ses actions pendant des mois, stoppant trois enquêtes parlementaires et refusant de coopérer avec le commissaire à l'éthique. Il bloque actuellement l'enquête de la GRC. Les Canadiens et les Canadiennes méritent plus d'imputabilité de leur premier ministre. Ils méritent une transparence de leur gouvernement.

En vertu de la Loi sur les enquêtes, le gouvernement peut nommer quelqu'un pour superviser les enquêtes sur des questions d'importance nationale. Comme un tribunal, l'enquête sur SNC-Lavalin aurait le pouvoir de convoquer des témoins et de les assigner à comparaître, et de tenir des dossiers. Nous allons nommer un juge à la retraite reconnu pour

examiner toutes les questions et faire la lumière sur le camouflage de Trudeau.


Adopter la Loi anti-obstruction

Pour empêcher les politiciens corrompus de se soustraire aux enquêtes policières en se cachant derrière la confidentialité du Cabinet, nous allons permettre à la GRC de demander à la Cour suprême du Canada d'accéder à l'information protégée par la confidentialité du Cabinet.

Comme l'ont confirmé des heures de témoignages parlementaires, des conversations enregistrées et le verdict de culpabilité du commissaire à l'éthique, Trudeau s'est ingéré dans la poursuite criminelle de SNC-Lavalin en tentant «de contourner, de miner et finalement de discréditer» l'ancienne procureure générale Jody Wilson-Raybould. Jusqu'à aujourd'hui, Trudeau refuse de lever la confidentialité du Cabinet, gardant d'importants détails du scandale secrets et empêchant des témoins clés, dont Mme Wilson-Raybould, de fournir des preuves. Alors que Justin Trudeau a les outils pour lever la confidentialité du Cabinet et permettre aux Canadiens de connaître la vérité aujourd'hui, nous voulons assurer qu'aucun autre gouvernement ne pourra avoir la même conduite illégale et contraire à l'éthique.

Un nouveau gouvernement conservateur va modifier l'article 39 de la Loi sur la preuve au Canada afin de permettre à la GRC d'avoir accès au matériel visé par la confidentialité du Cabinet. Cela comprendrait l'obtention de dossiers et les interrogatoires. La commissaire de la GRC pourrait demander à la Cour suprême d'avoir accès à l'information, et le gouvernement pourrait faire des représentations à l'audience.

Ce nouveau mécanisme imposerait des exigences strictes pour protéger le principe de la confidentialité du Cabinet et pour assurer que les délibérations du Cabinet sont protégées. La confidentialité du Cabinet vise à assurer un bon gouvernement, pas à protéger une conduite contraire à l'éthique ou illégale. Ces mesures vont protéger notre démocratie contre les caprices des politiciens sans scrupules.

 **Augmenter les pouvoirs de surveillance du commissaire à l'éthique et du commissaire au lobbying**

Pour améliorer la transparence au gouvernement, nous allons donner au commissaire à l'éthique et au commissaire au lobbying le pouvoir d'exiger de l'information additionnelle sur le contenu des rencontres quand il y a un nombre inhabituel de communications enregistrées entre des responsables gouvernementaux et des lobbyistes.

 **Renforcer les restrictions de lobbying**

Pour assurer l'équité de notre système de justice, nous allons empêcher les gens accusés d'un acte criminel de faire du lobbying pour des changements aux lois qui influenceraient leur propre poursuite criminelle.

 **Renforcer la Loi sur les conflits d'intérêts**

Pour décourager la conduite illégale et rétablir l'éthique et l'imputabilité au

gouvernement, nous allons créer de vraies pénalités pour les violations à la Loi sur les conflits d'intérêts.

Quand Bill Morneau a omis de divulguer sa villa en France au commissaire à l'éthique, il a dû payer une amende de 200 \$. Quand Justin Trudeau a été reconnu coupable d'infraction à la Loi sur les conflits d'intérêts parce qu'il a accepté des vacances sur l'île privée de l'Aga Khan, il n'y a eu aucune pénalité. Quand il n'y a pas de vraies pénalités, les politiciens libéraux pensent qu'ils peuvent enfreindre l'éthique. Nous allons assurer que les politiciens qui enfreignent la loi en subissent les conséquences.

Pour rétablir l'imputabilité et la transparence, nous allons combler la lacune dans la Loi sur les conflits d'intérêts qui permet la possession indirecte d'actions par les ministres. En 2017, nous avons appris que Bill Morneau avait des parts dans Morneau Shepell par l'intermédiaire d'une compagnie à numéro.

 **Apporter des réformes législatives pour les lanceurs d'alerte**

Pour protéger les lanceurs d'alerte contre les représailles, nous allons apporter des réformes législatives afin d'inverser le fardeau de la preuve du dénonciateur à l'employeur dans les cas de représailles, prendre des mesures pour donner des conseils juridiques à tout fonctionnaire qui veut divulguer un méfait ou déposer une plainte pour représailles, et élargir les protections existantes afin d'inclure les gens du secteur privé qui travaillent sur des contrats gouvernementaux.

Les employés de l'État qui agissent comme il se doit et divulguent des méfaits dans l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes ne devraient pas craindre pour leur sécurité d'emploi ou l'intimidation de leur employeur. Il est temps de donner aux dénonciateurs les protections solides qu'ils méritent quand ils décident de parler au nom des Canadiens et des Canadiennes.



PLUS. POUR *Vous.* DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

L'équité dans l'immigration

Supprimer le plafond pour les réfugiés parrainés par le privé

Pour aider les généreux Canadiens et Canadiennes qui veulent parrainer des réfugiés, nous allons supprimer le plafond annuel pour le nombre de demandes de parrainage pouvant être soumises. Les parrains privés nous disent que le gouvernement les empêche d'agir et qu'il y a des coûts et des formalités administratives inutiles qui limitent leur bon travail. Des églises, des mosquées, des groupes communautaires, des temples, des synagogues et des associations culturelles peuvent offrir beaucoup aux nouveaux arrivants. Très souvent, les Canadiens et les Canadiennes se réunissent et offrent temps et argent pour soutenir un réfugié et sa famille. Le gouvernement ne peut pas égaler leur compassion et leur investissement de temps et d'argent. Des données gouvernementales montrent que même dix ans après être arrivés, les réfugiés parrainés par le privé gagnent plus et dépendent moins du gouvernement que ceux qui ont été parrainés par le gouvernement. Un nouveau gouvernement conservateur va faire plus les parrains privés qui accueillent des nouveaux arrivants au Canada.

Pour mieux soutenir les groupes de parrainage privé, un nouveau gouvernement conservateur va réduire le temps d'attente pour l'approbation des

réfugiés et assurer que les ressources ministérielles sont suffisamment axées sur les réfugiés privés.

Traiter en priorité les personnes ayant survécu à un génocide, les réfugiés LGBTQ+ et d'autres

Pour assurer que tous les gens sont bien soutenus et qu'ils s'intègrent à la société, nous allons assurer que le programme des réfugiés parrainés par le gouvernement traite en priorité les personnes ayant survécu à un génocide, les réfugiés LGBTQ+ et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Des génocides sont commis dans de trop nombreuses parties du monde, comme nous l'avons vu avec la persécution par l'État islamique des yézidis, les chrétiens assyriens et d'autres minorités religieuses.

Partout dans le monde, des personnes LGBTQ+ doivent fuir l'extermination littérale uniquement en raison de ce qu'elles sont. Le Canada a été bâti sur des valeurs solides comme des institutions démocratiques, la primauté du droit et les droits fondamentaux et universels de la personne. Nous allons protéger ces valeurs et soutenir ceux qui choisissent le Canada. De plus, dans le but de mieux soutenir les gens qui cherchent la protection contre la persécution à cause de leur orientation sexuelle, de leur identité ou expression de genre ou du VIH,

nous allons faire du Rainbow Refugee Assistance Partnership un programme gouvernemental permanent.

Nous allons également assurer que les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays sont prises en compte dans le système de réfugiés du Canada. Nous allons former des partenariats avec diverses organisations, pas seulement l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, pour offrir un refuge à ces populations vulnérables.

Soutenir l'intégration des nouveaux immigrants

Pour mieux aider les nouveaux arrivants, nous allons continuer à soutenir les services de réinstallation. La formation linguistique, la reconnaissance des titres de compétences et les services spécifiques aux personnes vulnérables comme les femmes et les filles et les membres de la communauté LGBTQ+ sont essentiels à l'intégration réussie des immigrants. Un nouveau gouvernement conservateur va préserver l'intégrité de notre système d'immigration et assurer que nos programmes d'immigration font en sorte que les nouveaux arrivants soient pleinement soutenus et intégrés à la société et à l'économie canadienne. La famille est un élément important de l'intégration à une nouvelle société. C'est pourquoi nous allons continuer à soutenir le Programme de réunification des familles, notamment le parrainage des parents et des grands-parents.

Pour assurer que les nouveaux arrivants ont accès à des possibilités d'emploi, nous allons ordonner au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté de jumeler les antécédents de travail des nouveaux arrivants aux besoins des entreprises qui font appel au Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). Le PTET devrait offrir une aide temporaire quand une pénurie de main-d'œuvre grave évidente sévit, et quand des travailleurs canadiens ne sont pas disponibles. Si les Canadiens, ce qui comprend les nouveaux Canadiens, peuvent travailler, les entreprises devraient être encouragées à les engager.

Protéger notre frontière

Pour rétablir l'intégrité de notre système d'immigration, nous allons mettre fin aux passages à la frontière aux points d'entrée non officiels comme le chemin Roxham. Depuis 2017, plus de 50 000 personnes sont entrées illégalement au Canada en provenance des États-Unis. L'incapacité de Trudeau à régler ce problème coûtent 1,6 milliard de dollars au système d'immigration et détournent des ressources essentielles des plus vulnérables du monde.

L'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis repose sur le principe selon lequel un demandeur d'asile devrait faire sa demande dans le premier pays où il arrive. Donc, en principe, personne ne devrait faire une demande d'asile au Canada s'il vient des États-Unis. Cependant, cette entente comprend une lacune qui fait en sorte que les gens peuvent faire une demande d'asile s'ils viennent des États-Unis, à condition qu'ils ne se présentent pas à un point d'entrée officiel. Cela enfreint l'intention et l'esprit de l'entente et mine la confiance envers notre système d'immigration. **Nous allons combler la lacune de l'Entente sur les tiers pays sûrs pour mettre fin aux passages illégaux à la frontière.**

Dans le but de renforcer l'intégrité de nos frontières, un nouveau gouvernement conservateur va envoyer des juges de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié aux points d'entrée courants pour que les audiences soient tenues plus rapidement. Tous les demandeurs d'asile auront droit à une audience. Nous allons rendre l'entrée illégale moins attrayante et soutenir ceux qui fuient la violence et la persécution. De plus, nous allons embaucher 250 agents additionnels pour l'Agence des services frontaliers du Canada afin d'identifier et de déporter ceux qui sont inadmissibles au Canada.

Un nouveau gouvernement conservateur tendra toujours la main à ceux qui veulent venir au Canada légalement et s'installer ici, mais nous allons aussi défendre l'intégrité de notre système d'immigration, comme le veulent les Canadiens et les Canadiennes.

« Ma mère adorait cette maxime : « Je vous le dis en vérité, toutes les fois que vous avez fait ces choses à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous les avez faites. »

L'une des dernières causes que ma mère a défendues avant de tomber malade a été de siéger au comité d'accueil des réfugiés de notre paroisse locale à Ottawa, au début de la guerre civile en Syrie.

Elle a fait tout ce qu'elle a pu pour leur offrir de l'aide financière, mais elle leur a aussi fait visiter la ville, les a reçus à souper et assuré qu'ils avaient ce dont ils avaient besoin. Mon père s'est aussi impliqué, aidant à célébrer des anniversaires et apportant des gâteaux et des cadeaux.

Ça m'a profondément touché de voir ces réfugiés lui rendre visite à l'hôpital alors que ma mère recevait un traitement médical avant sa mort. C'était leur façon de lui rendre l'amour et la compassion qu'elle leur avait démontrés.

Cela m'a encore plus convaincu que le Canada doit demeurer un endroit pour les gens qui sont vraiment dans le besoin.

Andrew Scheer



Plus d'aide au pays

Pour les groupes autochtones

Éliminer les obstacles à la prospérité

Pour assurer que les peuples autochtones partagent pleinement la prospérité de notre pays, un nouveau gouvernement conservateur va collaborer avec les communautés et les leaders autochtones pour revoir la Loi sur les Indiens et d'autres politiques et procédures gouvernementales afin d'abolir les obstacles à la prospérité. De nombreux peuples autochtones font face à un écart socioéconomique considérable comparativement aux autres Canadiens. Nous allons travailler avec les communautés et les leaders autochtones pour identifier ces obstacles et trouver des solutions.

Nous allons chercher à moderniser la gouvernance autochtone pour que la responsabilisation passe de la bureaucratie fédérale aux personnes servies par les leaders autochtones. Nous allons aussi chercher à réduire les formalités administratives inutiles qui enlèvent de précieuses ressources aux communautés autochtones. Les activités du gouvernement devraient servir la communauté – pas la bureaucratie. Par exemple, nous allons trouver des façons de permettre aux communautés

autochtones admissibles de toucher directement le Fonds de la taxe sur l'essence.

Pour assurer que les groupes autochtones peuvent participer aux avantages économiques des gros projets et aux autres possibilités de développement économique, nous allons aider les détenteurs de droits autochtones à avoir accès aux capitaux pour les ententes et le développement économique. Nous allons aussi augmenter le soutien aux organisations qui facilitent les relations entre les groupes autochtones et les entreprises de développement des ressources. Les communautés autochtones veulent bénéficier du développement des ressources sur leurs territoires traditionnels, mais elles veulent le faire d'une manière qui respecte l'environnement et leurs traditions. Nous allons le faire en encourageant la collaboration.

Améliorer la consultation des autochtones

Pour assurer que les décideurs, pas seulement les bureaucrates, écoutent les Autochtones, nous allons créer un ministère chargé de consulter les détenteurs de droits autochtones sur les principaux projets. Les tribunaux ont clairement statué que le devoir de consulter de la Couronne doit être une véritable communication bilatérale, et que la Couronne doit chercher à comprendre les répercussions sur les droits autochtones et y répondre. Nous allons assurer qu'il y a une supervision et un engagement responsables avec les groupes autochtones visés.

Progresser vers la réconciliation


Pour progresser vers la réconciliation, nous allons continuer à soutenir les efforts déployés pour mettre fin aux avis à long terme d'ébullition de l'eau, qui ont été entrepris sous le gouvernement conservateur précédent. Alors que nous travaillons avec les communautés autochtones pour trouver une voie vers la prospérité, nous ne pouvons pas ignorer les réels problèmes liés à la pauvreté et les obligations constitutionnelles du Canada envers les peuples autochtones.

De plus, nous allons élaborer un Plan d'action national pour répondre à la tragédie continue des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées.



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Plus d'aide au pays

Pour les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois

Abolir le projet de loi C-71

Pour soutenir les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, nous allons abolir le projet de loi C-71. Le projet de loi C-71 a rétabli en douce un registre des armes à feu, qui est inutile et inefficace parce qu'il cible les agriculteurs et les chasseurs de canards. Notre approche va cibler les gangs et les criminels.

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

Pour nos libertés

Interdire les tests des valeurs

Pour assurer que le gouvernement fédéral ne refuse plus jamais un financement aux Canadiens et aux Canadiennes en fonction de leurs croyances, nous allons interdire les tests des valeurs pour les programmes gouvernementaux. Les subventions et les contributions devraient être axées sur les objectifs du programme, pas sur l'exigence que les points de vue soient conformes à ceux du gouvernement en place. Nous allons présenter une mesure législative pour interdire ces tests à l'avenir.

Pour retirer la politique du programme Emplois d'été Canada, nous allons seulement limiter les organisations qui dépensent plus de 10 pour cent de leurs ressources pour des activités politiques, comme c'est le cas des règles de longue date de l'Agence du revenu du Canada, ou aux postes de militants politiques.

Promouvoir la libre expression sur les campus

Pour assurer que nos universités et nos collèges sont des endroits où les idées peuvent être librement exprimées et débattues, nous allons ajouter l'engagement envers la libre expression et la liberté universitaire comme exigences pour que les établissements postsecondaires soient admissibles aux subventions de recherche.

Plus d'aide au pays

Pour nos quartiers

Mettre fin à la libération sous caution automatique des membres des gangs

Pour aider la police à cibler les membres de gangs et à les mettre derrière les barreaux, là où est leur place, nous allons mettre un terme à la pratique consistant à accorder la libération sous caution automatique aux membres de gangs. Nous allons inverser le fardeau de la preuve pour toutes les infractions liées aux gangs et pour les individus qui ont déjà été reconnus coupables d'infractions liées aux gangs.

Faciliter la poursuite des membres de gangs

Pour accélérer les poursuites criminelles, nous allons identifier les gangs dans le Code criminel, comme c'est le cas pour les organisations terroristes. Actuellement, chaque fois qu'un membre de gang reconnu est poursuivi en justice, la poursuite doit prouver que le gang est une organisation criminelle connue. De précieuses ressources sont ainsi gaspillées et ne servent pas à lutter contre le crime. L'identification des gangs dans le Code criminel évitera à la poursuite de devoir établir que le gang en question est une entité connue avec des intentions criminelles chaque fois qu'un membre de gang est en procès.

Éliminer la libération conditionnelle des membres de gangs

Pour assurer la sécurité de nos rues, nous allons modifier la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition pour éliminer automatiquement la libération conditionnelle des individus liés à un gang.

Créer des peines plus sévères pour les crimes de gangs violents

Pour dissuader et punir les individus qui commettent ou ordonnent des crimes de gangs, nous allons créer une peine de prison obligatoire de cinq ans pour avoir ordonné ou commis des crimes de gang violents. Actuellement, le Code criminel ne fait pas la distinction entre les activités de gangs violentes et non violentes. Si un membre de gang commet ou ordonne un acte violent, il devrait faire face à des peines plus sévères.

Lutter contre les armes de contrebande

Pour assurer que les armes de contrebande ne se retrouvent pas dans nos rues, nous allons faire de la possession intentionnelle d'une arme de contrebande un acte criminel avec une peine minimale de cinq années de prison. La plupart des crimes armés sont commis avec des armes de contrebande, et la possession d'une arme de contrebande n'est pas une infraction spécifique.

Former un groupe de travail sur les armes de contrebande à l'ASFC

Pour intercepter les armes de contrebande à la frontière, nous allons former un groupe de travail à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) afin de lutter contre les armes de contrebande des deux côtés de la frontière. Ce groupe de travail va étudier l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle à la frontière afin de mieux prévoir et intercepter ceux qui font de la contrebande d'armes entre les deux pays.

Garder les armes à feu loin des criminels

Pour assurer que les armes à feu ne tombent pas entre les mains de criminels, donner une arme à feu à une personne sujette à une ordonnance d'interdiction sera désormais une infraction criminelle. Toute personne qui donne une arme à feu à quelqu'un qui n'en a pas le droit fera face à une peine maximale de 14 ans de prison.

Faire une vérification plus poussée des antécédents pour les permis de possession d'arme

Pour renforcer la vérification des antécédents pour les permis de possession d'arme, nous allons assurer que la GRC vérifie les références et fait un suivi.

Améliorer le partage d'information entre les provinces et les territoires

Pour résoudre les crimes de gangs et assurer la sécurité de nos rues, nous allons créer de meilleurs processus de partage de l'information pour que les

différentes forces de police puissent coopérer plus facilement les unes avec les autres et avec la GRC pour traquer les armes à feu illégales utilisées pour commettre des crimes.

Financer l'infrastructure policière

Dans le but de mieux soutenir les forces de l'ordre locales, un nouveau gouvernement conservateur va engager 30 millions de dollars sur cinq ans afin d'acheter du nouveau matériel. Cela bénéficiera le plus aux communautés de taille moyenne, parce qu'elles n'ont pas le même budget et le même accès aux technologies de pointe que les plus grosses forces de police. Nous allons créer un programme de subventions pour que les forces de l'ordre aient accès à l'ensemble des outils et des technologies disponibles. Cela aidera les forces de l'ordre à rendre nos communautés sécuritaires.

Soutenir les équipes antigangs

Dans le but de mieux soutenir les forces de l'ordre locales, un nouveau gouvernement conservateur va allouer 60 millions de dollars sur cinq ans afin de former des partenariats avec les provinces pour financer des équipes antigangs.

Aider nos enfants à être des enfants

Pour prévenir que les jeunes se joignent aux gangs, nous allons allouer 12 millions de dollars additionnels sur cinq ans au Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes. Cette augmentation de 25 pour cent aidera nos enfants à ne pas tomber dans la criminalité. Il est temps de laisser les enfants être des enfants et d'assurer la sécurité de nos rues.

Lutter contre les contacts sexuels non désirés

Pour protéger nos enfants contre le pire crime imaginable, nous allons augmenter la peine pour contact sexuel sur un enfant de moins de 12 ans de 14 ans à une peine de prison à vie. Nous allons aussi imposer une peine minimale de cinq ans pour les agressions sexuelles ou les contacts sexuels avec pénétration quand la victime a moins de 12 ans.

Nous allons assurer que les peines sont appropriées aux crimes en ajoutant des facteurs aggravants comme la durée de l'abus pendant la vie un enfant afin de refléter la gravité de ce crime horrible.

Nous allons aussi augmenter à deux années de prison la peine minimale pour exploitation sexuelle. Nous allons augmenter à 14 années de prison la peine maximale pour l'exploitation sexuelle d'une personne handicapée. Actuellement, la peine n'est que de cinq ans.

Assurer que le système de justice est sensible aux victimes d'agression sexuelle

Pour assurer que notre système de justice respecte ce qu'ont vécu les victimes d'agression sexuelle, nous allons exiger que tous les nouveaux juges reçoivent une formation sur la sensibilisation aux agressions sexuelles.

Soutenir les victimes qui réclament justice

Pour soutenir les personnes survivantes qui réclament justice contre leurs agresseurs, nous allons travailler avec les provinces et les territoires afin d'abolir les obstacles, comme les mesures de prescription, pour les victimes qui intentent des poursuites civiles pour les crimes qu'elles ont subis.

Assurer que les peines à perpétuité sont vraiment à vie

Pour assurer que les pires criminels ne soient jamais remis en liberté, nous allons adopter une mesure législative donnant aux juges l'option de mettre quelqu'un derrière les barreaux pour la vie. Actuellement, la peine la plus sévère pour un meurtre au premier degré est la prison à vie avec possibilité de la libération conditionnelle après 25 ans. Cependant, il y a des criminels qui ne devraient jamais pouvoir retourner dans les rues. Nous allons assurer que les juges ont l'option d'enfermer les pires criminels pour le reste de leur vie.

Mettre fin à la libération conditionnelle des meurtriers reconnus coupables qui ne disent pas où se trouve le corps de la victime

Pour assurer que les proches des victimes de meurtre peuvent tourner la page comme ils le méritent, nous allons assurer que les meurtriers condamnés sont inadmissibles à la libération conditionnelle s'ils ne précisent pas où se trouve le corps de leur victime.



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

Pour nos plus vulnérables

Faire de la désintoxication le but de la politique sur l'abus de substances

Pour aider plus de Canadiens et Canadiennes à se sortir de la toxicomanie, nous allons revoir le cadre politique fédéral sur l'abus de substances afin de faire de la désintoxication le principal objectif. Nous allons réorienter la Stratégie canadienne sur les drogues et autres substances pour assurer que chaque toxicomane a la possibilité de se libérer de sa dépendance et de vivre une vie sans drogue, et que toutes les politiques relevant de la Stratégie ont cet objectif.

Investir dans les centres de traitement et de réadaptation

Pour faire de la désintoxication le but de la politique sur l'abus de substances, nous allons investir dans les centres de réadaptation communautaires, les écoles secondaires de réadaptation et les centres de traitement. Cela donnera à ceux qui souffrent de toxicomanie, à leurs familles et à ceux qui s'en sont sortis des endroits où ils peuvent recevoir l'aide dont ils ont besoin et se soutenir mutuellement.

La lutte contre la crise de la toxicomanie et l'aide à la guérison nécessitent des mesures sérieuses par tous les paliers de gouvernement.

Informers les Canadiens et les Canadiennes des dangers des drogues

Pour aider les Canadiens et les

Canadiennes, en particulier les jeunes, à vivre sans drogue, nous allons mener une campagne de sensibilisation nationale axée sur les dangers des drogues et les avantages de rester loin des drogues.

Aider les municipalités et les conseils scolaires à éliminer les seringues usagées

Pour nettoyer les quartiers et les parcs, nous allons former des partenariats avec les municipalités et les conseils scolaires pour aider à éliminer les seringues usagées dans les endroits publics.

Renforcer les lois sur la traite de personnes

Pour protéger les plus vulnérables contre la traite de personnes, nous allons aligner nos lois sur le Protocole de Palerme. Actuellement, la poursuite doit démontrer qu'un trafiquant a utilisé la peur envers une victime, ce qui est difficile à prouver en cour. Nous allons éliminer cet obstacle en incluant la traite fondée sur la manipulation comme motif de condamnation.

Nous allons assurer que les individus reconnus coupables de traite de personnes reçoivent des peines consécutives pour chaque condamnation et chaque victime, et mettre fin à la libération sous caution pour les individus accusés de traite de personnes. De plus, nous allons renouveler le Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

Pour nos langues officielles

Promouvoir les langues officielles du Canada

Pour promouvoir le bilinguisme officiel, un nouveau gouvernement conservateur va former des partenariats avec des groupes et des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM), mener par l'exemple, et leur offrir plus de soutien du gouvernement fédéral.

Un nouveau gouvernement conservateur va exiger que tous les ministères fédéraux aient des plans et des objectifs pour améliorer leurs services dans les deux langues officielles. Nous allons aussi assurer que les questions de gouvernance de la Direction générale des programmes d'appui aux langues officielles sont soumises au Secrétariat du Conseil du Trésor afin de mieux coordonner la politique sur les langues officielles.

Pour assurer que le gouvernement fédéral est un partenaire constant de la protection des communautés de langue officielle en situation minoritaire partout au Canada, nous allons moderniser la Loi sur les langues officielles. Nous allons renforcer la partie VII de la Loi sur les langues officielles en ajoutant l'exigence d'un plan d'action continu de cinq ans pour les langues officielles et la consultation des CLOSM pour le développement de ce plan. Nous allons également assurer que les fonds fédéraux alloués aux provinces pour ces communautés sont dépensés

comme prévu. Un nouveau gouvernement conservateur va créer un Tribunal des langues officielles qui interviendra quand les droits des langues officielles des Canadiens et des Canadiennes sont violés.

De plus, nous allons soutenir la création d'une université francophone à Toronto en exécutant le protocole d'entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Ontario, en déterminant quels édifices et terrains fédéraux peuvent être offerts et en finançant les coûts de démarrage.



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

Pour les communautés rurales et éloignées

Écouter les Canadiens et les Canadiennes des régions rurales

Pour obliger les politiciens à Ottawa à tenir compte des régions rurales dans leurs politiques, nous allons assurer qu'une optique rurale dirige toutes les décisions du Cabinet. Trop souvent, le gouvernement fédéral ignore les préoccupations des régions rurales. Nous allons assurer qu'elles sont entendues.

Nous allons nommer un ministre des Affaires rurales pour assurer que les programmes gouvernementaux tiennent compte de l'expérience unique des Canadiens et des Canadiennes des régions rurales.

Soutenir les communautés rurales et éloignées

Pour assurer que nos communautés rurales et éloignées reçoivent leur juste part des fonds pour l'infrastructure, nous allons réserver une part du budget fédéral pour l'infrastructure pour les projets dans ces régions.

Pour soutenir les médias régionaux, nous allons leur réserver une part des fonds fédéraux pour la publicité.

Nous allons aussi assurer que la stratégie sur le tourisme soutient le tourisme rural et encourage les Canadiens et les visiteurs du monde entier à explorer les régions

éloignées du pays, notamment les joyaux cachés hors des sentiers battus.

Agrandir la large bande rurale

Pour assurer que le plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes possible aient une connexion Internet haute vitesse, nous allons réserver une part des enchères du spectre au Canada rural. Les Canadiens et les Canadiennes – peu importe où ils vivent – devraient avoir accès à Internet haute vitesse. L'assurance que des ressources publiques comme le spectre sans fil sont réservées aux régions rurales aidera à atteindre cet objectif.

Nous allons aussi rediriger le financement existant pour la large bande rurale vers des priorités stratégiques, comme la base à haute capacité, si le secteur privé n'a pas d'intérêt à financer l'infrastructure de télécommunications. De plus, nous allons utiliser une approche plus intelligente qui permet au secteur privé de faire son travail, tout en axant les investissements sur les régions moins attrayantes sur le plan commercial.

Pour assurer que les Canadiens et les Canadiennes des régions rurales ne sont pas injustement regroupés avec les centres urbains aux enchères du spectre, nous allons redéfinir les zones de licence des fournisseurs d'accès Internet.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Lutter contre la criminalité rurale

Pour assurer que les criminels qui s'en prennent aux communautés rurales sont sévèrement punis, nous allons ajouter des facteurs aggravants aux peines pour les crimes qui ciblent les victimes rurales en raison de leur éloignement des postes de police.

Dans le but de mieux soutenir nos forces de l'ordre, nous allons déduire les amendes impayées de tout paiement social ou de droits. De nombreux programmes de prévention du crime dépendent des amendes et de la suramende compensatoire comme source de financement. Pour les criminels qui ne paient pas leur dette à la société et qui reçoivent des paiements de droits, nous allons déduire le coût des amendes et assurer que ces fonds sont alloués aux services de première ligne.

Pour assurer que la GRC protège les communautés locales, nous allons garantir que les services locaux sont redevables aux communautés qu'ils servent. Il arrive trop souvent que pendant une rencontre ou un sommet international, les agents de la GRC locaux sont retirés de leurs fonctions locales. Ces régions manquent déjà de ressources, et toute pression additionnelle les rend plus vulnérables au crime pendant ces périodes. La GRC sera toujours requise pour les responsabilités nationales, mais nous allons assurer que les besoins des communautés locales sont pris en compte avant de déployer les agents.

Pour reconnaître le fait que de nombreux Canadiens et Canadiennes des régions rurales investissent dans leur propre sécurité, nous allons travailler avec le Bureau d'assurance du Canada pour réduire les primes des gens qui investissent dans des outils comme les caméras en circuit fermé, un éclairage additionnel et des barricades. Ces Canadiens et Canadiennes devraient pouvoir en bénéficier sur leur assurance, même s'ils vivent dans les régions où le taux de criminalité est élevé

Plus d'aide au pays

Pour le Nord

Permettre aux territoires de garder les revenus de leurs ressources

Pour donner aux habitants du Nord un plus grand contrôle sur leur avenir, nous allons permettre aux gouvernements territoriaux de garder les revenus de leurs ressources. Les territoires méritent de bénéficier de leurs ressources naturelles et d'en réinvestir les revenus, comme le font les provinces. La mise en application commencera quand le budget fédéral sera équilibré et sera progressive, avec l'objectif de rendre 100 pour cent des revenus d'ici 2027.



PLUS. POUR VOUS. DES MAINTENANT.



Plus d'aide au pays

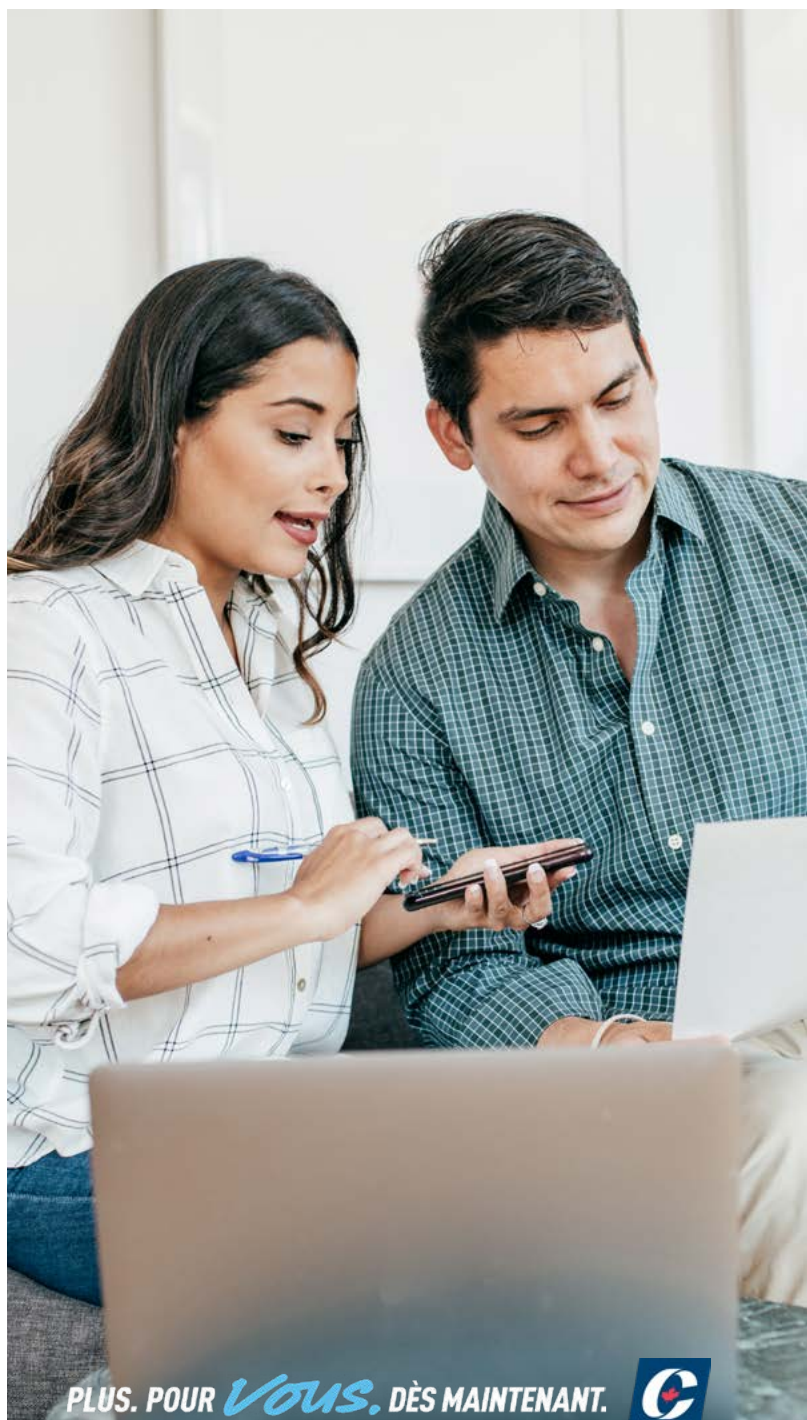
Pour les contribuables

Donner aux contribuables une vraie voix à l'ARC

Pour assurer que les contribuables canadiens sont protégés contre les comportements injustes ou abusifs à l'Agence du revenu du Canada (ARC), nous allons faire de l'ombudsman du contribuable un agent du Parlement qui tiendra l'ARC responsable au nom des contribuables. De plus, nous allons créer un devoir de diligence entre les contribuables canadiens et l'ARC et tenir l'ARC responsable en cas de négligence.

Simplifier le recouvrement de l'impôt pour les Québécois

Pour faciliter les déclarations de revenus des Québécois, nous allons travailler avec le gouvernement du Québec afin de créer un rapport d'impôt unique qui sera administré par Revenu Québec.



PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



Pour votre santé

Investir 1,5 milliard \$ sur quatre ans pour renouveler et augmenter le matériel d'imagerie médicale partout au Canada

Pour réduire les temps d'attente pour des examens qui sauvent des vies et assurer un accès opportun à examens d'imagerie médicale, un nouveau gouvernement conservateur va investir 1,5 milliard de dollars pendant son premier mandat afin d'acheter des appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et de tomodensitométrie (TDM) pour remplacer le matériel vieillissant et ajouter de nouveaux appareils, partout au pays.

Des centaines de milliers de Canadiens et de Canadiennes attendent plus longtemps que le temps recommandé pour un examen d'IRM ou de TMD. Ça ne va pas. Cet investissement va aider nos fournisseurs de soins à offrir des services de qualité, avec la technologie la plus à jour, donnant aux patients un accès plus rapide à des examens fiables et pouvant sauver des vies.

Garantir nos programmes de santé et nos programmes sociaux

Pour garantir des programmes de santé et sociaux de qualité, un nouveau gouvernement conservateur va maintenir et augmenter le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, selon la formule actuelle. Les déficits sans fin et les dépenses hors de contrôle de Justin Trudeau vont faire en sorte que la dette du Canada sera de 1 000 milliards de dollars d'ici 2035. Si Trudeau a quatre autres années, sa dette et des déficits sans fin vont menacer notre capacité à offrir des services sociaux de qualité. Un nouveau gouvernement conservateur va vivre selon ses moyens pour protéger le système de santé à long terme. De plus, nous allons

maintenir les fonds additionnels pour les provinces pour les priorités communes pour la santé mentale et les soins à domicile.

En août 2019, Andrew Scheer a écrit aux premiers ministres de chaque province et chaque territoire pour confirmer son engagement à augmenter le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux s'il est élu premier ministre en octobre. Il est essentiel que les Canadiens et les Canadiennes aient l'assurance que ces programmes sont là quand ils en ont besoin.



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



✓ Aider les parents qui souffrent

Pour soutenir les parents qui pleurent la mort d'un enfant, nous allons assurer que les prestations parentales de l'assurance-emploi soient élargies pour couvrir les huit semaines suivant la mort du nourrisson. Présentement, pour ceux qui perdent un enfant, les prestations parentales de l'assurance-emploi sont suspendues pendant la semaine suivant le décès. C'est un choc pour les parents. Nous assurons qu'ils n'ont pas à s'inquiéter pendant qu'ils font leur deuil.

✓ Améliorer l'accès aux médicaments

Pour assurer que les Canadiens et les Canadiennes qui souffrent d'une maladie rare ont accès aux médicaments dont ils ont besoin, nous allons collaborer avec les provinces et les territoires, l'Organisation canadienne des maladies rares et d'autres groupes visés pour exécuter une stratégie qui encouragera le développement d'un plus grand nombre de médicaments

orphelins au Canada, qui améliorera la détection précoce des maladies rares et les soins fondés sur des preuves, et qui encouragera la recherche. De plus, nous allons maintenir l'engagement de 500 millions de dollars par année et travailler avec les provinces pour assurer que les Canadiens et les Canadiennes qui ont une maladie rare ont accès aux traitements dont ils ont besoin.

Environ un Canadien sur 12, la majorité étant des enfants, a une maladie rare. Une maladie rare est une maladie qui touche moins d'une personne sur 2 000. Malheureusement, les gens qui ont une maladie rare ont moins d'options de traitement, voire aucune, comparativement à ceux qui souffrent de maladies plus courantes. De plus, les traitements existants pour les maladies rares peuvent coûter des millions de dollars par année.

✓ Élaborer une stratégie nationale sur l'autisme

Pour assurer que le gouvernement fédéral joue un important rôle de leadership dans l'élaboration d'une stratégie pour aider les gens atteints d'autisme et leurs familles, nous allons travailler avec les intervenants pour élaborer une Stratégie nationale sur l'autisme. Un investissement initial de 50 millions de dollars sur cinq ans servira à élaborer une stratégie exhaustive en consultation avec des intervenants du milieu de l'autisme et les autres paliers de gouvernement, ce qui comprend les communautés autochtones. Cette Stratégie sera axée sur la personne, inclura les perspectives de la personne, sera appropriée sur le plan culturel et reflétera les besoins des communautés nordiques, rurales et éloignées.

Cette Stratégie sera un premier pas important vers un monde où les personnes autistes ont accès aux ressources dont elles ont besoin pour réaliser leur plein potentiel, sont soutenues là et quand elles en ont besoin, et peuvent mettre leurs compétences et leurs capacités uniques au service de tous les Canadiens et Canadiennes.



Plus d'aide au pays

Pour la protection de votre vie privée

Adopter la Loi sur la responsabilisation en matière de cyberintimidation

Dans le but de mieux protéger nos enfants et de contrer ceux qui font de la cyberintimidation, nous allons présenter une mesure législative pour interdire l'utilisation d'un téléphone ou d'Internet pour menacer ou justifier l'automutilation. Trop d'enfants sont confrontés aux réalités de l'intimidation à l'école et à la maison. Les médias sociaux permettent aux intimidateurs de faire plus de mal et il est pratiquement impossible d'y échapper.

La cyberintimidation n'a pas de frontières. La Loi sur la responsabilisation en matière de cyberintimidation va clarifier que si un intimidateur est hors du Canada et la victime est au Canada, l'infraction a été commise au Canada. Nous allons également imposer des peines obligatoires aux récidivistes.

Un nouveau gouvernement conservateur va créer une responsabilité civile pour que les parents, les tuteurs ou les titulaires de compte des cyberintimidateurs puissent être tenus responsables des activités de cyberintimidation de ces derniers.

Nous allons travailler avec les provinces et les territoires pour assurer que l'application de la loi fonctionne dans les écoles afin de contrer la cyberintimidation.

Protéger les Canadiens et les Canadiennes en ligne

Pour protéger la vie et les renseignements

privés des Canadiens et des Canadiennes, nous allons exiger que les entreprises obtiennent le consentement de recueillir des renseignements par des ententes en langage clair. Seuls les renseignements nécessaires au service pourront être recueillis.

Pour protéger la vie privée des consommateurs, un nouveau gouvernement conservateur va établir des normes réglementaires sur l'utilisation éthique et sécuritaire de l'intelligence artificielle et de l'Internet des objets. Notre vie se passe de plus en plus en ligne. Il est possible de payer des factures mensuelles, de virer de l'argent entre des comptes, de faire de gros achats et d'investir en un clic. Les Canadiens et les Canadiennes ont besoin d'un

gouvernement qui reconnaît l'importance de moderniser les politiques pour suivre le rythme de la connectivité croissante et des nouvelles technologies. Nous allons utiliser une réglementation sensée, des normes rigoureuses et une solide surveillance pour les renseignements personnels et la vie privée des Canadiens et des Canadiennes.

Créer l'image de marque « Cybersécurité Canada »

Pour établir une norme et sensibiliser les Canadiens et les Canadiennes aux fonctions de sécurité de leurs appareils et applications, nous allons créer l'image de marque Cybersécurité Canada. Cela permettra aux consommateurs de faire des choix avisés sur les appareils qu'ils achètent.

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.





Former un comité d'experts avec des leaders de l'industrie

Pour protéger les Canadiens et les Canadiennes contre les importants vols de données, nous allons travailler avec nos partenaires pour établir des normes de cybersécurité obligatoires pour les secteurs d'infrastructure essentielle et imposer des pénalités en cas de non-conformité. Il n'existe pas de normes de sécurité obligatoire pour les industries de services comme les banques, qui peuvent avoir un impact réel et grave sur les Canadiens et les Canadiennes.

Moderniser la cyberprotection au gouvernement

Pour coordonner la politique sur les données du gouvernement aux plus hauts niveaux, nous allons former un comité du Cabinet sur la cybersécurité et la protection des renseignements personnels. À titre de titulaire de certaines des données les plus sensibles sur les Canadiens et les Canadiennes, le gouvernement doit respecter les normes de cybersécurité les plus élevées qui soient. Nous allons faire des tests de pénétration réguliers dans tous les ministères et établir des jalons de performance pour les hauts fonctionnaires.

Plus d'aide au pays

Pour les vétérans

Enchâsser un Pacte militaire

Pour assurer que les vétérans reçoivent toujours le respect qu'ils méritent des institutions et des responsables fédéraux et que la prestation de services soit opportune, nous allons enchâsser dans la loi un Pacte militaire entre les vétérans du Canada et le gouvernement du Canada.

Éliminer l'arriéré des demandes de prestations des vétérans

Dans le but de mieux soutenir nos héros militaires qui attendent une aide financière, nous allons éliminer l'arriéré des demandes de prestations des vétérans en l'espace de 24 mois. En novembre 2018, le ministère des Anciens Combattants a dû reconnaître que Justin Trudeau laissé le nombre de vétérans qui attendent une aide financière atteindre plus de 40 000 – une augmentation de 11 000 par rapport à l'année précédente.

Réparer les échecs de Justin Trudeau avec les pensions

Pour assurer qu'aucun vétéran ne voit sa situation empirer avec les nouvelles règles sur les pensions, nous allons régler le problème identifié par le directeur parlementaire du budget (DPB), qui a constaté que les vétérans les plus gravement handicapés sont en plus mauvaise posture avec les « pensions à vie » de Justin Trudeau qu'avec le système précédent. Le DPB a constaté que ces vétérans sont désavantagés d'une moyenne de 300 000 \$ au cours de leur vie. Nous allons réparer cet échec.

Revoir et améliorer les règles sur les services de transition

Pour assurer qu'il n'y a pas d'écart entre le service dans les Forces armées canadiennes (FAC) et les prestations d'Anciens combattants Canada (ACC), nous allons revoir les règles sur l'attribution des services. Plus précisément, nous demanderons que les FAC gardent les membres libérés pour raisons médicales jusqu'à ce que l'ensemble des prestations et des services des FAC, d'ACC et du Régime d'assurance-revenu militaire soient confirmés et en place.

Rétablir des projets de commémoration

Pour honorer le sacrifice de nos héros militaires, nous allons rétablir des projets de commémoration essentiels, comme le monument commémoratif national pour la mission en Afghanistan. Tous les héros militaires du Canada devraient être commémorés.



Mener une étude indépendante des effets du médicament anti-malaria méfloquine

Dans le but de mieux comprendre les effets des médicaments anti-malaria, que les recherches relient de plus en plus à des problèmes psychiatriques, nous allons faire une étude indépendante de l'administration de la méfloquine dans les Forces armées canadiennes. Sous Justin Trudeau, le Canada est loin de ses alliés comme l'Australie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis, qui prennent tous des mesures décisives pour étudier ce médicament.

Établir des lignes directrices et financer un programme de chiens d'assistance

Pour aider les vétérans canadiens qui souffrent de trouble de stress post-traumatique (TSPT), nous allons établir des lignes directrices et financer un programme pour fournir des chiens d'assistance aux personnes souffrant de trouble de stress post-traumatique.

Justin Trudeau est largement critiqué parce qu'il est responsable de l'échec d'un processus et d'un financement pour des chiens d'assistance pour les personnes atteintes de TSPT, malgré les preuves croissantes de leur utilité.



PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.





Plus de force à l'étranger

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



Un nouveau gouvernement conservateur va faire preuve de leadership et d'une plus grande force à l'étranger.

Nous avons toujours bénéficié de respect et de confiance sur la scène internationale. Partout dans le monde, nous sommes considérés comme un pays engagé dans la défense de principes, pas d'intérêts personnels, parce que nous voulons faire du monde en endroit meilleur pour tous.

Quand nous alignons nos valeurs nationales de protection des minorités religieuses, d'égalité des femmes et des filles et de défense des valeurs canadiennes, non seulement nous obtenons des résultats pour le Canada, mais nous contribuons à la paix et à la sécurité mondiales.

Comme premier ministre, Andrew Scheer va affronter les complexités mondiales des changements climatiques, de la migration humaine, de la cybersécurité et de la défense nationale, et travailler sans relâche pour renouveler nos relations et défendre le Canada sur la scène mondiale.

Renforcer les liens avec nos partenaires internationaux

Pour revitaliser les importantes relations avec les pays démocratiques, nous allons rétablir le rôle du Canada au sein du NORAD, de l'OTAN, du Commonwealth, de la Francophonie et du Groupe des cinq. De plus, nous allons faire preuve de plus d'ouverture avec l'Inde et le Japon, en particulier en défendant la participation du Canada au Dialogue quadrilatéral sur la sécurité.

Pour faire preuve de leadership à l'étranger, nous devons faire preuve de respect envers nos alliés et de force envers nos adversaires. Être Canadien est un immense privilège, et représenter notre pays sur la scène mondiale est une immense responsabilité. Un nouveau gouvernement conservateur n'aura pas peur des désaccords ou des conflits. Nous allons exprimer clairement les besoins des Canadiens et des Canadiennes et écouter les recommandations de nos alliés. Nous allons être transparents et responsables afin d'équilibrer les besoins des Canadiens et des Canadiennes au pays et l'aide à l'étranger.

De plus, un nouveau gouvernement conservateur va assurer que le Canada est au premier plan pour défendre l'alliance CANZUK. CANZUK est le diminutif de Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni – des pays qui partagent des histoires et des systèmes de justice communs, et des vues et des votes similaires aux forums politiques internationaux. Le mouvement CANZUK propose un libre-échange amélioré, une meilleure interopérabilité militaire et le partage du renseignement de sécurité.

Reconnaître que Jérusalem est la capitale d'Israël

Pour reconnaître officiellement que Jérusalem est la capitale d'Israël, nous allons déménager l'ambassade du Canada à Jérusalem. Israël est l'un des plus solides alliés du Canada et un phare de pluralisme et de principes démocratiques. Israël a le droit inhérent de se défendre et le droit de déterminer où est sa capitale, un droit réclamé par tous les pays souverains. De plus, nous allons toujours défendre les intérêts d'Israël aux Nations Unies.

Retirer le Canada de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

Pour reprendre l'argent des contribuables canadiens des mains de milliardaires étrangers, un nouveau gouvernement conservateur va retirer l'investissement de 256 millions de dollars de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

Rouvrir le Bureau de la liberté de religion

Pour protéger la liberté de religion et de croyance et promouvoir les valeurs canadiennes de tolérance et de pluralisme partout dans le monde, nous allons rouvrir le Bureau de la liberté de religion. Justin Trudeau a fermé ce bureau important et l'a remplacé par un « Bureau de tout » qui ne sert à rien. La nécessité de la liberté de religion n'a jamais été plus grande, alors que des gens sont persécutés,

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



emprisonnés, torturés et parfois assassinés en raison de leurs croyances religieuses. Un nouveau gouvernement conservateur va assurer que le Canada est une puissance constructive pour protéger la liberté de religion dans le monde entier.

Mettre la sécurité nationale au cœur des transactions étrangères

Pour assurer la sécurité des secteurs stratégiques du Canada, nous allons exiger un examen de sécurité nationale automatique pour toute prise de contrôle d'une entreprise canadienne par une entreprise d'État étrangère. Ces quatre dernières années, Justin Trudeau a refusé ou retardé des examens de sécurité nationale sur diverses transactions qui ont eu de sérieuses implications pour la sécurité et la souveraineté du Canada. Nous allons modifier la Loi sur Investissement Canada et n'approuver une transaction que si elle est dans le meilleur intérêt des Canadiens et des Canadiennes.

Utiliser les sanctions de Magnitsky contre les contrevenants aux droits de la personne dans les pays étrangers

Pour punir les pires contrevenants aux droits de la personne, un nouveau gouvernement conservateur va appliquer les sanctions de la Loi Magnitsky. Par exemple, compte tenu du parrainage du terrorisme par l'Iran, de sa violation continue de l'entente sur le nucléaire et des abus et des assassinats inacceptables de citoyens canadiens, il est absurde que Justin Trudeau refuse d'utiliser la Loi Magnitsky pour sanctionner les pires contrevenants aux droits de la personne de l'Iran.

Offrir une aide défensive militaire à l'Ukraine

Pour renouveler le soutien historique du Canada à l'Ukraine et l'aider à protéger ses frontières et à défendre son peuple, un nouveau gouvernement conservateur va élargir les missions actuelles et fournir aux forces militaires de l'Ukraine le matériel dont elles ont besoin.

Comme premier ministre, Andrew Scheer

va aussi défendre une mission de maintien de la paix des Nations Unies dirigée par le Canada afin de protéger les frontières de l'Ukraine, qui fait face à l'agression armée et à la saisie de son territoire par la Russie depuis 2014. Cette mission permettra à l'Ukraine de reprendre le contrôle de sa frontière orientale. De plus, nous allons élargir l'Opération UNIFIER, entreprise par le gouvernement conservateur précédent, pour bâtir et améliorer la capacité des forces de sécurité de l'Ukraine. Cette mission a déjà permis de former plus de 13 000 militaires ukrainiens.

Un nouveau gouvernement conservateur va aussi rétablir l'offre de données RADARSAT-2 à l'Ukraine. Justin Trudeau a privé l'Ukraine de l'imagerie RADARSAT-2, que fournissait le gouvernement conservateur précédent.

Changer les priorités de l'aide étrangère

Pour assurer que l'aide étrangère ne vise que les pays qui en ont le plus besoin, nous allons changer les priorités du budget d'aide étrangère du Canada et réduire l'aide étrangère de 25 pour cent.

Justin Trudeau envoie 2,2 milliards de dollars en aide étrangère à des pays à revenu moyen et élevé comme l'Argentine, la Barbade, le Brésil, la Chine, l'Italie, le Mexique et la Turquie. Pis encore, une partie de l'aide étrangère du Canada est envoyée à des régimes répressifs qui sont réfractaires, voire carrément hostiles, aux valeurs et aux intérêts canadiens. Il s'agit de pays comme l'Iran, la Corée du Nord et la Russie. De plus, Trudeau donne 110 millions de dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies – un organisme ouvertement antisémite qui continue à soutenir des organisations terroristes comme le Hamas.

Un nouveau gouvernement conservateur va réduire les dépenses pour l'aide étrangère de 25 pour cent. Cette réduction proviendra de pays à revenu moyen ou élevé et de régimes hostiles. Nous allons utiliser les économies réalisées pour financer des politiques qui aident les Canadiens et les Canadiennes à améliorer



PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



leur quotidien ici au pays et rediriger 700 millions de dollars pour renforcer l'aide étrangère aux pays à faible revenu et ceux dont l'indice de développement humain (IDH) est inférieur 0,6. Nous allons continuer à travailler en partenariat avec des organisations d'aide canadiennes de premier plan, notamment des groupes axés sur le bénévolat, qui offrent une aide essentielle aux pays en développement. Tous les accords de financement existants vont être maintenus pour les pays dont l'IDH est inférieur à 0,6 (et le financement régional à l'Afrique).

En changeant les priorités de l'aide étrangère pour cibler les pays qui en ont le plus besoin, un nouveau gouvernement conservateur va insister sur la protection des enfants dans les zones de conflit. Les conflits ont des répercussions durables sur les enfants, qui ne peuvent pas aller à l'école et qui subissent des traumatismes. Les conflits, dont le génocide en Syrie, laissent des milliers d'enfants marqués à jamais, physiquement et psychologiquement.

Aujourd'hui, un emploi canadien sur six est lié à nos exportations, et le commerce représente 60 pour cent de notre PIB. Le Canada est une nation commerçante. Le commerce international soutient notre qualité de vie, crée des possibilités et finance nos industries.

Cette ère de mondialisation et la position du Canada dans la chaîne d'approvisionnement mondiale offrent d'immenses possibilités, mais présentent aussi un risque si nos relations internationales sont mal gérées. Les Canadiens et les Canadiennes ont eu un aperçu de ce risque avec le voyage catastrophique de Justin Trudeau en Inde, qui a miné nos relations avec l'un des pays les plus peuplés du monde. Lors des récentes négociations sur l'ALENA, Justin Trudeau a fait de nombreuses concessions au président américain Donald Trump et a laissé le Mexique diriger les négociations. Alors que Justin Trudeau gère mal les relations commerciales du Canada, il met le gagne-pain des Canadiens et des Canadiennes en péril.

Les gouvernements conservateurs ont toujours traité le libre-échange comme une priorité absolue. Le gouvernement conservateur précédent a conclu 53 accords de libre-échange, dont des négociations avec les 11 pays du Partenariat transpacifique et les 28 pays de l'Union européenne. Un nouveau gouvernement conservateur va défendre nos industries au pays et à l'étranger, renouveler les relations avec nos partenaires commerciaux et chercher à conclure de nouveaux accords commerciaux pour assurer la prospérité du Canada.

Diversifier nos partenaires commerciaux

Pour élargir les échanges commerciaux du Canada vers les marchés émergents et réduire la dépendance envers les États-Unis, nous allons entreprendre des négociations avec le Royaume-Uni et les pays du Mercosur et de l'ANASE afin de conclure des accords de libre-échange. Ces nouveaux marchés offrent aux entreprises canadiennes des possibilités de croissance et d'augmentation des exportations.

Nous allons aussi travailler avec l'Union européenne, le Japon et l'Australie pour soutenir et maintenir les institutions commerciales multilatérales et la résolution des différends. Les nations commerçantes comme le Canada bénéficient de solides environnements commerciaux multinationaux qui offrent des conditions égales. Le Canada a des différends commerciaux avec ses deux plus importants partenaires – les États-Unis et la Chine – qui sont beaucoup plus grands que le Canada. Le Canada doit continuer à jouer un rôle central dans des institutions comme l'Organisation mondiale du commerce, car les arbitres commerciaux impartiaux sont habituellement le moyen le plus efficace de régler ces différends.

Défendre les intérêts commerciaux du Canada

Pour soutenir les industries canadiennes, un nouveau gouvernement conservateur va rester concentré sur la défense de

l'avantage concurrentiel du Canada sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Justin Trudeau accorde la priorité aux discours d'autoflatte qui charment les célébrités et agacent nos partenaires commerciaux. Il est temps de nous concentrer sur les Canadiens et les Canadiennes, pas sur les poses de Trudeau.

Nous allons riposter avec force aux obstacles non tarifaires, en particulier dans le secteur agricole, et aux subventions industrielles étrangères pour que les Canadiens et les Canadiennes puissent faire concurrence dans des conditions égales. Justin Trudeau reste principalement inactif devant nombre des différends commerciaux qui représentent d'importants obstacles à nos exportations de produits agricoles. Le canola, le soya, le porc, le bœuf, les baies, les lentilles et de nombreux autres produits canadiens sont touchés. Cette situation injuste coûte des centaines de millions de dollars aux producteurs. Un gouvernement conservateur va faire un contrôle mondial des obstacles non tarifaires et les contester devant l'Organisation mondiale du commerce. De plus, nous allons répondre avec nos propres sanctions commerciales, comme l'imposition de tarifs ou de restrictions réglementaires, afin de défendre vigoureusement les intérêts commerciaux du Canada.

Pour assurer que nos partenaires commerciaux respectent l'esprit de nos accords, et non seulement la lettre, nous allons insister sur les chapitres qui traitent des obstacles non tarifaires dans les futurs accords commerciaux. Il y a quelques décennies, les principaux obstacles au commerce étaient les tarifs. Alors qu'ils sont réduits, ce sont maintenant les obstacles réglementaires et non tarifaires qui sont le pire problème pour les exportateurs canadiens, en particulier dans le secteur agricole.

Le canola, le soya, le porc, le bœuf, les baies, les lentilles et de nombreux autres produits canadiens sont bloqués par des règles arbitraires à l'étranger. Nous allons inclure des chapitres dans les futurs accords commerciaux pour répondre à ces enjeux et trouver de nouvelles

façons de régler ces types de différends réglementaires.

Créer un accélérateur de l'AECG et du PTPGP

Pour mieux soutenir nos petites et moyennes entreprises sur la scène mondiale, nous allons offrir un financement additionnel pour aider les entrepreneurs canadiens à trouver des clients en Europe et sur des marchés ouverts par nos nouveaux accords de libre-échange. Parfois, la conclusion d'un accord commercial ne suffit pas. Un accélérateur est nécessaire pour profiter pleinement de ces nouveaux marchés. Cet accélérateur va fournir des renseignements ou des conseils sur les règlements locaux et un financement pour assister à des salons commerciaux.

Partager de la meilleure information sur nos accords de libre-échange avec les entreprises canadiennes

Pour aider les petites et moyennes entreprises à comprendre les avantages des accords de libre-échange pour leurs activités, nous allons fournir aux exportateurs de précieux renseignements, secteur par secteur, et non pas seulement accord par accord, pour qu'ils sachent quelles sont les meilleures possibilités.

Régler le conflit sur le bois d'œuvre avec les États-Unis

Pour assurer que nos travailleurs forestiers sont protégés et justement traités, nous allons travailler avec le gouvernement américain afin de trouver une solution au conflit continu sur le bois d'œuvre ignoré par Justin Trudeau. Les producteurs canadiens de bois d'œuvre paient des tarifs de plus de 20 pour cent sur les exportations aux États-Unis, ce qui coûte des millions de dollars à l'industrie et ferme des scieries partout au pays.



Selon le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), les principales menaces pour notre sécurité nationale sont le terrorisme extrémiste, les individus motivés par des groupes terroristes comme l'État islamique et Al-Qaïda, les gens qui se rendent à l'étranger pour se joindre à des groupes terroristes et les gens qui se radicalisent.

Justin Trudeau mine nos agences de sécurité nationale et échoue à assurer que les terroristes qui se sont rendus à l'étranger pour commettre des atrocités sont mis derrière les barreaux quand ils reviennent au pays. Trudeau prévoit plutôt combattre le terrorisme avec des cours de poésie.

Nous devons agir fermement pour protéger notre sécurité nationale. Un nouveau gouvernement conservateur va :

Rétablir les pouvoirs de contrer des menaces du SCRS

Pour protéger les Canadiens et les Canadiennes et donner du pouvoir à nos agences de sécurité nationale, nous allons modifier la Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité pour assurer que le SCRS peut agir pour contrer les menaces terroristes. Avec le projet de loi C-59, Justin Trudeau lie les mains de nos agences de sécurité nationale, les empêchant de répondre efficacement aux menaces terroristes. Par exemple, les agents du SCRS ont maintenant besoin d'un mandat pour parler à la famille d'un individu soupçonné d'être impliqué dans des activités terroristes. Cela les empêche inutilement d'enquêter sur les menaces pour la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. Il existe des façons plus efficaces d'assurer la responsabilisation du SCRS sans miner son mandat de maintenir la sécurité des Canadiens et des Canadiennes. C'est pourquoi nous allons demander au commissaire au renseignement de revoir ces mesures.

Combattre le financement et la planification du terrorisme

Pour stopper le financement et la planification du terrorisme, nous allons simplifier le processus de

catégorisation des entités terroristes en modifiant le Code criminel et en permettant au Parlement d'ajouter des groupes terroristes à la liste. En 2018, Justin Trudeau a voté pour une motion conservatrice visant à désigner le Corps des gardiens de la révolution iranienne comme une entité terroriste, mais il n'a jamais agi en ce sens.

Punir les terroristes qui vont à l'étranger

Pour assurer que tous ceux qui vont à l'étranger pour participer à des activités terroristes finissent derrière les barreaux, nous allons inverser le fardeau de la preuve pour les déplacements dans des points chauds du terrorisme. La poursuite pour des infractions terroristes commises à l'étranger est difficile parce qu'il faut transformer le renseignement en preuves. Nous allons préciser que le simple fait de se rendre à un point chaud du terrorisme est inacceptable si l'individu ne peut pas prouver qu'il avait des raisons légitimes de s'y trouver.

Faciliter le retour des enfants de terroristes détenus à l'étranger

Nous allons créer un processus pour assurer que les enfants canadiens de terroristes détenus à l'étranger peuvent revenir au Canada. Cependant, nous allons faire une distinction claire entre les parents radicalisés qui se sont rendus à l'étranger à des fins terroristes et les innocents enfants qui ont dû suivre leurs parents.

Dépolitiser l'approvisionnement militaire

Pour bien équiper les hommes et les femmes des Forces armées canadiennes, un nouveau gouvernement conservateur va utiliser les institutions parlementaires comme le Comité de la défense nationale de la Chambre des communes afin d'établir un consensus multipartite sur les besoins de nos militaires. Depuis trop longtemps, nos héros militaires sont mal servis par des gouvernements qui promettent de fournir du matériel, mais qui échouent sans cesse à le faire. L'approvisionnement militaire est

hyperpolitisé au détriment du Canada. Un bon approvisionnement militaire nécessite un bon leadership aux plus hauts niveaux du gouvernement canadien.

Nous allons assurer que le gouvernement consulte le Comité de la défense nationale de la Chambre des communes afin d'avoir des conseils sur l'orientation future de nos militaires pour qu'aucun parti ne joue de jeux politiques avec notre approvisionnement.

Un bon approvisionnement militaire nécessite aussi un bon leadership aux plus hauts niveaux du gouvernement canadien. À cette fin, nous allons rétablir le Comité du Cabinet sur l'approvisionnement de défense et créer un Secrétariat à l'approvisionnement de défense au Bureau du Conseil privé pour assurer que les projets prioritaires sont réalisés à temps et selon le budget.

Négocier notre participation au programme de défense antimissile balistique

Pour renforcer notre défense nationale, nous allons entreprendre des discussions avec les États-Unis afin de nous joindre au Programme de défense antimissile balistique et de moderniser le NORAD. Cela reposera sur la tradition de partenariats militaires entre le Canada et les États-Unis.

Remplacer les CF-18

Pour soutenir l'Aviation royale canadienne, nous allons choisir un nouvel avion de chasse pour remplacer nos CF-18. L'engagement irréfléchi de Justin Trudeau à tenir un appel d'offres « ouvert » excluant le F-35 met la défense nationale dans une position vulnérable. Il ne cesse d'aggraver ses erreurs, d'abord en inventant un « manque de capacité » qu'aucun expert ne reconnaît, puis en promettant d'acheter des Super Hornet « provisoires » et, enfin, en acceptant d'acheter quelques F-18 Hornet de 40 ans à l'Australie. Alors que d'autres pays concluent des appels d'offres en un an ou moins, l'Aviation royale canadienne attend. Là où Justin Trudeau échoue, nous allons agir immédiatement. Nous allons

choisir un avion de remplacement pour le CF-18 en 2020, et le mettre en service d'ici 2025.

Construire un deuxième navire de ravitaillement provisoire

Pour soutenir la Marine royale canadienne, nous allons négocier un contrat avec le Chantier naval Davie pour la construction d'un deuxième navire de ravitaillement provisoire. Nous ne pouvons pas continuer à dépendre des autres pays pour soutenir les opérations de nos flottes de l'Atlantique et du Pacifique, et dans le monde entier. Le Canada a besoin de deux navires de ravitaillement auxiliaires pour assurer que notre Marine peut fonctionner efficacement à l'étranger alors qu'elle attend la construction des navires de soutien interarmées.

Maintenir les contrats du chantier naval Davie pour les brise-glaces et les traversiers fédéraux

Pour répondre à la menace croissante pour notre souveraineté dans l'Arctique posée par la Russie, la Chine et d'autres pays, nous allons renforcer la position du Canada en tant que nation maritime. Nous allons maintenir les contrats de brise-glaces et de traversiers fédéraux avec le chantier naval Davie. Nous devons aussi agir afin de protéger et de promouvoir le trafic maritime sur le Saint-Laurent et dans les Grands Lacs.

Le Canada doit faire plus pour montrer au reste du monde que nous sommes une puissance dans l'Arctique. Un nouveau gouvernement conservateur va établir, sans aucun doute possible, que notre souveraineté dans le Nord est non négociable. L'Arctique fait partie intégrante de notre identité, tout comme le Passage du Nord-Ouest.

Remplacer les sous-marins de la classe victoria

Pour soutenir la Marine royale canadienne, nous allons entreprendre le remplacement des sous-marins britanniques usagés achetés par le premier ministre libéral Jean Chrétien. Une capacité sous-marine est essentielle pour protéger les longues côtes du Canada, en particulier dans l'Arctique. Le gouvernement australien a entrepris une stratégie pluriannuelle pour sa future capacité sous-marine. Le Canada peut s'inspirer de ce modèle et d'autres pour assurer que nous avons les capacités nécessaires pour protéger efficacement nos eaux nationales.



Aperçu financier

PLUS. POUR *VOUS*. DÈS MAINTENANT.



En 2015, Justin Trudeau a dit qu'il équilibrerait le budget d'ici 2019. Son manque de jugement et ses dépenses hors de contrôle entraînent des déficits massifs sans fin. Il dépense plus d'argent par année que tout autre premier ministre de l'histoire du Canada et il dirige le Canada vers une dette de 1 000 milliards de dollars d'ici 2035. Le Canada n'aura jamais de budget équilibré sous Justin Trudeau.

Si Justin Trudeau a quatre autres années, ses déficits sans fin vont l'obliger à augmenter encore plus les impôts et sa dette va consumer des services publics essentiels comme l'éducation et les soins de santé.

Il existe actuellement des signes inquiétants que l'économie canadienne se dirige vers un ralentissement.

Les ménages canadiens supportent un endettement record, les marchés immobiliers montrent des signes de surchauffe, en particulier dans les grandes villes, et les investissements des entreprises sont freinés par un fardeau réglementaire punitif, surtout dans le secteur énergétique.

Au Canada, au dernier trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019, la croissance a ralenti à près de zéro. À première vue, la croissance de 3,7 pour cent au deuxième trimestre de 2019 semblait positive, même presque tous les éléments qui contribuent à notre économie étaient négatifs ou neutres. Les ménages canadiens réduisent leurs dépenses et la consommation a ralenti à 0,1 pour cent, le taux le plus faible en sept ans depuis le deuxième trimestre de 2012. Les entreprises font marche arrière et les investissements ont chuté de 4,3 pour cent au deuxième trimestre, les dépenses pour la machinerie et l'équipement ayant diminué de 9,3 pour cent. Nos exportations sont la seule chose qui nous pousse vers l'avant.

En 2018, la croissance de la productivité de la main-d'œuvre était de zéro. La croissance de la productivité est la seule façon durable d'augmenter les salaires, et elle est sérieusement affaiblie par la baisse des investissements des entreprises et un régime réglementaire punitif. Donc, même si les chiffres

sur l'emploi sont positifs, les salaires n'augmentent pas.

En fait, sous le gouvernement conservateur précédent, entre 2005 et 2015, le salaire réel médian au Canada a augmenté de 11 pour cent (après l'inflation) : 8,6 pour cent pour les hommes et 13,9 pour cent pour les femmes. C'est une augmentation de 4 900 \$ pour les Canadiens et les Canadiennes. Sous Justin Trudeau, entre 2015 et 2018, les salaires ont stagné, augmentant seulement de 0,5 pour cent après l'inflation sur trois ans, ou de 250 \$ par personne. Les Canadiens et les Canadiennes n'ont pas eu d'augmentation en trois ans.

Des chiffres forts cachent la faiblesse et la vulnérabilité économiques. Notre économie nationale est faible, alors que nos exportations nous poussent vers l'avant. Les Canadiens et les Canadiennes s'en sortent, mais ils n'améliorent pas leur quotidien.

Les tensions géopolitiques contribuent à l'incertitude économique. Le FMI estime que les tarifs américains et chinois pourraient réduire le PIB mondial de 0,5 pour cent en 2020, ce qui représente une perte d'environ 455 milliards de dollars US. Nous sommes une nation commerçante, et c'est particulièrement inquiétant pour des industries canadiennes clés, et par conséquent les emplois.

Comme premier ministre, Andrew Scheer va :

 **Équilibrer le budget en cinq ans**

Pour réduire vos impôts et mettre plus d'argent dans vos poches pour que vous puissiez améliorer votre quotidien, un nouveau gouvernement conservateur va équilibrer le budget dans un délai responsable de cinq ans. Nous allons éliminer 1,5 milliard de dollars en subventions aux entreprises rentables, réduire l'aide étrangère de 25 pour cent, mettre fin au gaspillage pour de coûteux consultants et des bureaux vides, et contrôler les dépenses et investir l'argent de l'infrastructure dans un délai responsable et structuré.

Une cible financière – comme l'équilibre budgétaire – assure la responsabilisation du gouvernement. Sans cela, Justin Trudeau n'a aucun incitatif à dire non. Les dépenses de son gouvernement augmentent, et il fait pression sur ses ministères pour qu'ils fassent plus et dépensent plus. Maintenant, il propose que le gouvernement du Canada subventionne des voyages de camping et la construction de patinoires de hockey sur la Colline du Parlement. Au lieu de cela, notre engagement envers l'équilibre budgétaire assurera une valeur pour l'argent des contribuables. Un nouveau gouvernement conservateur va faire les choix et prendre les décisions pour traiter en priorité la valeur de chaque proposition de dépense. Le financement va passer des programmes moins productifs ou inefficients aux programmes plus utiles et aux priorités. Chaque dollar des contribuables compte.

Un budget équilibré va protéger la qualité de nos programmes sociaux comme les soins de santé et l'éducation. Comme de nombreux pays occidentaux, le Canada subit des pressions considérables avec les changements démographiques. La population vieillissante du Canada va exercer une pression accrue sur le système de santé et grandement influencer notre main-d'œuvre avec la baisse du ratio entre travailleurs et retraités. L'équilibre du budget nous permettra d'économiser plus de

600 millions de dollars par année en service de la dette d'ici 2024-2025. À elle seule, cette mesure va financer notre engagement à augmenter les subventions des REEE. Au lieu de payer pour la dette de Justin Trudeau, nous allons investir cet argent dans l'avenir de nos enfants.

Un budget équilibré protège l'économie en cas de ralentissement. Les dépenses irréflechies de Justin Trudeau nous mettent dans une position vulnérable. Si nous ne changeons pas de cap, les coffres seront vides la prochaine fois que le Canada fera face à une crise. Quand une récession finit par frapper, les déficits augmentent alors que les stabilisateurs de l'économie se mettent en route. Les recettes gouvernementales diminuent parce que les gens gagnent moins et paient moins d'impôt, alors que les dépenses grimpent pour l'assurance-emploi et d'autres programmes sociaux. Le ministère des Finances estime qu'une réduction de 1 pour cent de la croissance du PIB réel pendant un an va réduire l'équilibre budgétaire de 5 milliards de dollars. Ça veut dire que si le point de départ est un déficit de 20 milliards de dollars et que le Canada entre dans une grave récession comme celle de 2009, le déficit peut aisément augmenter à 40 ou 50 milliards de dollars. C'est avant que le gouvernement dépense un sou pour stimuler l'économie. Avant la récession mondiale, de 2006 à 2008, le gouvernement conservateur précédent a remboursé 37 milliards de dollars sur la dette. Cela a donné au Canada plus de ressources financières pour naviguer pendant la tempête. Le Canada est sorti de la crise plus vite et en meilleure position que tout autre pays du G7.



 **Adopter une Loi sur l'équilibre budgétaire**

Pour protéger les programmes sociaux en empêcher des hausses d'impôt, un nouveau gouvernement conservateur va adopter une mesure législative pour exiger que le gouvernement fédéral maintienne un budget équilibré une fois le déficit éliminé. Nous allons lier le salaire du premier ministre et des ministres à l'équilibre budgétaire. La dette et les déficits sont la pire menace pour les importants services gouvernementaux comme la santé. La seule façon de les protéger et d'équilibrer le budget.

 **Exiger des propositions d'économies pour les nouvelles dépenses gouvernementales**

Pour assurer que les futurs gouvernements vivent selon leurs moyens, nous allons exiger que toutes les nouvelles propositions de dépenses soient compensées par des économies égales au coût de la nouvelle dépense. Un nouveau gouvernement conservateur va établir une règle budgétaire de paiement immédiat (PAYGO, ou pay-as-you-go) pour toutes les nouvelles dépenses. Elle exigera que toute nouvelle proposition soit « neutre pour le budget » ou permette des économies ou de nouvelles recettes. L'objectif est d'obliger les gouvernements à établir des priorités et à faire preuve de rigueur financière.

Le Parti conservateur du Canada utilise les projections du directeur parlementaire du budget (DPB) pour son plan budgétaire. Le DPB a des estimations conservatrices raisonnables sur l'aperçu financier des dix prochaines années.

« Le déficit de Trudeau

En 2015, le gouvernement conservateur précédent a laissé à Justin Trudeau un budget équilibré, une économie en pleine croissance et le revenu médian de la classe moyenne le plus élevé en 40 ans.

Quatre ans plus tard, les salaires stagnent, la dette augmente et il n'y a aucune fin en vue aux déficits de Trudeau.

À cause de ses dépenses hors de contrôle, il aura augmenté la dette fédérale de 71 milliards de dollars d'ici la fin de cette année. Quand Justin Trudeau a présenté sa plateforme, il a annoncé des promesses de campagne de pas moins de 57 milliards de dollars. Le coût total de sa campagne catastrophique augmente, tout comme sa dette.

Les promesses de campagne de Justin Trudeau vont augmenter la dette de 100 milliards de dollars. Son déficit va s'élever à 27,4 milliards de dollars en 2020.

La dette totale à la fin du deuxième mandat de Justin Trudeau serait de plus de 800 milliards de dollars.

Pour payer seulement la moitié des déficits de Justin Trudeau (14 milliards \$), il faudra soit augmenter la TPS de 2 pour cent, soit augmenter le taux d'imposition de la première tranche de revenu de 15 pour cent à 19 pour cent.

Cette élection se résume à faire un choix entre un gouvernement qui pense qu'il peut dépenser votre argent mieux que vous, augmenter les impôts et rendre la vie moins abordable – et un nouveau gouvernement conservateur qui va réduire vos impôts et mettre plus d'argent dans vos poches.

Andrew Scheer



PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Le plan financier – Nouvelles réductions de taxes et d'impôts et dépenses (En millions \$)	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25
Section 1 : Plus d'argent dans vos poches					
Abolir la taxe sur le carbone	-222	-168	182	187	180
Baisse d'impôt pour tous	548	2 778	4 860	5 890	6 085
Pas de taxe sur le chauffage résidentiel	1 348	1 338	1 340	1 361	1 379
Crédit d'impôt pour le transport en commun vert	227	228	229	234	243
Crédit d'impôt pour habitations écoresponsables	894	687	0	0	0
Commission d'enquête sur le blanchiment d'argent	10	10	0	0	0
Concours pour construire plus d'habitations	0	0	300	0	0
Annuler le « Défi de l'offre au logement » des libéraux	-63	-63	-63	-63	-63
Loi sur l'équité pour les personnes handicapées	40	43	45	49	53
Améliorer l'admissibilité aux crédits d'impôt pour les volontaires	3	3	3	3	3
Rendre les prestations de maternité et parentales libres d'impôt	616	967	970	989	1 022
Congé pour adoption (coût brut)	13	15	15	16	16
Congé pour adoption (récupération de coûts)	-5	-14	-15	-15	-16
Augmenter le Crédit d'impôt pour frais d'adoption	Petit	Petit	Petit	Petit	Petit
Offrir le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants	241	239	239	242	249
Offrir le Crédit d'impôt pour les activités d'art et d'apprentissage des enfants	56	56	56	56	58
Bonifier les Régimes enregistrés d'épargne-études	0	145	612	640	664
Augmenter le Crédit en raison de l'âge	553	565	579	605	638
Section 2 : Plus de bons emplois					
Annuler les hausses d'impôt de Trudeau sur les épargnes des petites entreprises	500	537	562	583	603
Exempter les conjoints des hausses d'impôt de Trudeau pour les entreprises familiales	32	32	33	34	36
Nommer un ministre pour consulter les détenteurs de droits autochtones	1	1	1	1	1
Faciliter l'engagement entre les communautés autochtones et les entreprises de développement des ressources	10	10	10	10	10
Protéger nos forêts contre les parasites	5	5	5	5	5
Rendre les frais d'utilisation excessifs aux agriculteurs	122	0	0	0	0
Plus de ressources pour l'ARLA	3	3	3	3	3
Améliorer et rétablir les stocks de saumons sauvages de l'Atlantique et du Pacifique	14	14	14	14	14
Soutenir les ports pour petits bateaux	0	0	47	33	3

Le plan financier – Nouvelles réductions de taxes et d'impôts et dépenses (En millions \$)	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25
Section 3 : Plus d'innovation pour lutter contre les changements climatiques					
Normes sur les investissements verts	8	8	8	8	8
Crédit pour brevets écologiques	7	7	8	9	10
Fonds pour la technologie et l'innovation vertes	8	9	6	5	4
Carrefour pour l'innovation	1	1	1	1	1
Fonds d'assainissement du lac Simcoe	7,5	7,5	7,5	7,5	0
Conserver les habitats naturels et de la faune	5	0	0	0	0
Soutenir les milieux humides	9	9	9	4	0
Fonds pour l'amélioration de la faune	5	5	5	5	5
Image de marque éco-canadien	10	10	1	1	1
Accélérateur pour l'expansion verte	500	350	250	0	0
Section 4 : Plus d'aide au pays					
Rendre les musées nationaux gratuits	24	25	25	25	25
Augmenter le financement du Programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	0	12	12	12	0
Mener une enquête judiciaire sur le scandale de corruption SNC-Lavalin	10	10	0	0	0
Embaucher 250 agents additionnels à l'ASFC	8	22	29	30	31
Investir dans les soins palliatifs	5	5	5	0	0
Former un groupe de travail sur les armes de contrebande à l'ASFC	5	5	5	5	5
Financer l'infrastructure policière	6	6	6	6	6
Soutenir des équipes antigangs	12	12	12	12	12
Fonds de lutte contre les activités de gangs de jeunes	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Ministre des Affaires rurales	1	1	1	1	1
Investir dans les centres de traitement et de réadaptation	12	12	12	0	0
Informar les Canadiens des dangers des drogues	10	10	10	0	0
Aider les municipalités et les conseils scolaires à éliminer les seringues usagées	Petit	Petit	Petit	Petit	Petit
Renforcer nos lois sur la traite de personnes	6	6	6	7	0
Tribunal des langues officielles	5	5	5	5	5
Soutenir la création d'une université francophone	20	14	14	0	0
Rendre notre régime fiscal simple et juste	10	10	0	0	0
Remplacer les appareils d'IRM et de TDM	250	250	500	525	0
Soutenir les parents qui souffrent	Petit	Petit	Petit	Petit	Petit
Élaborer une stratégie nationale sur l'autisme	10	10	10	10	10
Permettre aux territoires de garder les revenus de leurs ressources	0	0	0	0	8
Image de marque « Cybersécurité Canada »	10	15	2	2	2
Former un comité d'experts avec des leaders de l'industrie	1	1	0	0	0
Éliminer l'arriéré des demandes des vétérans	25	26	0	0	0
Réparer les échecs de Trudeau avec les pensions	103	51	51	50	50

Le plan financier – Nouvelles réductions de taxes et d'impôts et dépenses (En millions \$)	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25
Assurer qu'il n'y a pas d'écart entre la paie du MDN et les prestations d'ACC	0	0	7	7	8
Mener une enquête indépendante sur les membres des Forces armées canadiennes qui ont reçu de la méfloquine	10	10	0	0	0
Financer les chiens d'assistance	1.5	1.5	1.5	0	0
Section 5 : Plus de leadership à l'étranger					
Reconnaître que Jérusalem est la capitale d'Israël	2	0	0	0	0
Rouvrir le Bureau de la liberté de religion	1	1	1	1	1
Offrir une aide militaire défensive à l'Ukraine	7	7	0	0	0
Créer un accélérateur de l'AECG et du PTPGP	10	10	10	0	0
Acheter un deuxième navire de ravitaillement	148	129	63	65	66

Mesures d'économies et de recettes	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25
Prioriser les dépenses pour l'infrastructure	1 291	1 446	3 376	5 271	6 726
Maintenir les ETP dans la fonction publique	0	48	211	381	558
Autres réductions des dépenses de fonctionnement	823	1 828	2 861	3 920	5 005
Éliminer les subventions aux entreprises	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Annuler les augmentations au Plan d'action international	400	500	600	700	726
Modifier les priorités de l'aide étrangère	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Obliger les géants technologiques à payer leur juste part	410	450	500	560	610
Analyse de l'écart fiscal et mesures à l'ARC	276	1 310	2 490	3 548	3 370
Faire payer les compagnies de tabac pour les campagnes antitabac	58	58	58	58	58
Se retirer de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures	9	9	9	9	9
Abroger des parties du budget 2019	196	242	314	342	362

Résumé	2020-21	2021-22	2022-23	2023-24	2024-25
Équilibre budgétaire prévu par le DPB (voir ci-dessus)	-23 263	-15 426	-12 527	-11 214	-8 951
Plan financier – Sections 1 à 5	-6 222	-8 507	-11 113	-11 683	-11 448
Plan financier – Économies et recettes	6 463	8 891	13 419	17 789	20 424
Frais de la dette publique	-4	9	91	311	642
Nouvel équilibre budgétaire annuel	-23 026	-15 033	-10 130	-4 797	667

Détails additionnels

- Prioriser les dépenses en infrastructure
- Maintenir les niveaux de dotation de 2020-2021 au gouvernement fédéral
- Économiser sur les dépenses de fonctionnement non liées au personnel
- Éliminer les subventions aux entreprises
- Réduire l'aide étrangère
- Annuler des parties du budget de 2019
- Obliger les grosses firmes de technologie à payer leur juste part
- Maintenir un faible fardeau fiscal en assurant l'équité fiscale
- Faire payer les compagnies de tabac pour les campagnes antitabac
- Réduire les frais de la dette publique

Prioriser les dépenses en infrastructure

Une promesse centrale de la plateforme de Justin Trudeau en 2015 était d'accuser des « déficits modestes » afin d'investir dans l'infrastructure et de faire croître l'économie. Malheureusement, la réalité est un échec total.

Échec des dépenses : Justin Trudeau est incapable d'allouer les fonds pour l'infrastructure. Malgré un budget pluriannuel de 187 milliards de dollars pour l'infrastructure en 2016, ses dépenses réelles pour l'infrastructure ne sont pas ce qu'il prétendait. Selon le DPB, 40 pour cent des fonds pour l'infrastructure de Justin Trudeau sont restés inutilisés pendant ses deux premières années au pouvoir. En d'autres

termes, pour chaque dollar promis, il n'a dépensé que 60 cents.

Échec de la responsabilisation :

Même si nous savons que le budget de l'infrastructure de Justin Trudeau n'a pas été utilisé à 40 pour cent ces dernières années, personne ne semble savoir combien le gouvernement dépense actuellement pour l'infrastructure.

- Dans son analyse de la « mise à jour » du budget d'infrastructure de Justin Trudeau en 2018, le DPB a noté : « Le budget de 2018 présente un compte rendu incomplet des changements apportés au plan de 186,7 milliards de dollars de dépenses du gouvernement dans les infrastructures. Le DPB a demandé le nouveau plan, mais il n'existe pas. »
- En 2019, Infrastructure Canada a dit au DPB que « le gouvernement fédéral n'a pas de cadre pour identifier l'effet cumulatif du [plan Investir au Canada] sur les dépenses en capital des paliers inférieurs de gouvernement ». En d'autres termes, le gouvernement fédéral est incapable de déterminer l'impact de ses dépenses sur la construction d'infrastructures.
- De plus, dans son processus d'établissement des coûts, le DPB a demandé au ministère de l'Infrastructure une liste de tous les projets d'infrastructure précis financés par le gouvernement. Le ministère n'a pas pu lui répondre.

Échec des résultats : Malgré tout ça, Justin Trudeau a néanmoins dépensé des milliards de dollars pour l'infrastructure. Cependant, il n'a aucun résultat pour le prouver.

- Les Comptes économiques de l'infrastructure de Statistique Canada montrent que les dépenses pour l'infrastructure n'ont presque pas augmenté. Entre 2015 et 2018, l'année disponible la plus récente, les investissements dans l'infrastructure annuels ajustés en fonction de l'inflation sont passés de 70,7 milliards à 71,5 milliards de dollars. Il y a eu une infime augmentation annuelle de 0,8 milliard de dollars malgré les dépenses de 35 milliards de dollars de Justin Trudeau au cours de ces trois années.

Échec de la croissance

économique : Dans le budget de 2016, les libéraux affirmaient que leur plan d'infrastructure augmenterait le PIB d'une moyenne de 0,3 pour cent par année. Cependant, une fois encore, le DPB a constaté que la réalité est toute autre et que le plan d'infrastructure des libéraux a augmenté le PIB de 0,1 pour cent au mieux – un manque à gagner de 67 pour cent.

Bref, le « plan » d'infrastructure des libéraux est un échec. Au cours des quatre prochaines années, ils disent qu'ils vont dépenser 56,2 milliards de dollars. Les estimations du DPB montrent qu'il ne s'attend pas à ce que les libéraux dépensent cet argent. Comme l'indiquent ses fonds périmés massifs, Justin Trudeau est incapable de donner plus d'argent.

Un nouveau gouvernement conservateur va dépenser pour l'infrastructure le même montant que le gouvernement libéral a alloué au Plan Investir dans le Canada, mais nous allons le répartir dans un cadre raisonnable et responsable.

Nous allons prolonger les investissements dans le plan Investir dans le Canada de trois années additionnelles pour que la totalité des 187 milliards de dollars soit dépensée en 15 ans au lieu de 12.

Notre nouveau profil pour l'infrastructure sera réaliste, quoiqu'ambitieux, et sera axé sur les résultats. Nous allons progressivement porter les allocations annuelles pour l'infrastructure à des niveaux historiquement élevés, seulement vus pendant les dépenses de relance de la dernière récession. Une fois que le budget sera équilibré, nous allons progressivement augmenter le budget pour l'infrastructure alors que le surplus budgétaire augmente.

Comme premier ministre, Andrew Scheer va :

1. Maintenir tous les projets promis par le gouvernement libéral ;
2. Maintenir toutes les dépenses législatives comme le Fonds de la Taxe sur l'essence ;
3. S'engager envers un cadre raisonnable et responsable ;
4. Financer d'importants projets comme :
 - Le remplacement du tunnel George Massey (Colombie-Britannique)
 - La ligne Ontario et le prolongement du métro Yonge (Ontario)
 - Le troisième lien entre Québec et Lévis (Québec)

Maintenir les niveaux de dotation de 2020-2021 au gouvernement fédéral

Nous allons maintenir le nombre d'équivalents temps plein dans la fonction publique fédérale aux niveaux de 2020-2021 jusqu'à ce que le budget soit équilibré. Les dépenses pour la fonction publique vont continuer à croître, parce que les salaires vont continuer à augmenter comme prévu, les pensions seront protégées, tout comme les congés de maladie. Le DPB a calculé les économies en soustrayant les niveaux actuels de la croissance prévue. Les fonctionnaires ont l'assurance qu'un gouvernement conservateur va apprécier leur excellent travail.



PLUS. POUR *VOUS.* DÈS MAINTENANT.



Économiser sur les dépenses de fonctionnement non liées au personnel

Chaque année, le gouvernement fédéral dépense des milliards de dollars pour des consultants, des déplacements et des conférences. Partout au pays, des milliers de mètres carrés de bureaux sont sous-utilisés, mais les loyers sont toujours payés. Cela contribue aux dépenses de fonctionnement du gouvernement. Un nouveau gouvernement conservateur va maintenir ces dépenses aux niveaux de 2019-2020 pendant cinq ans et faire des économies de 1,2 pour cent additionnel chaque année, jusqu'à ce que nous atteignons notre objectif de 6 pour cent.

Les économies seront réalisées en :

- Contrôlant la folie dépensière de mars. Sous Justin Trudeau, les dépenses en mars comme pourcentage des dépenses globales ont augmenté sans comparaison possible avec le gouvernement conservateur précédent. Le contrôle de la folie dépensière de mars permettrait de faire des économies considérables.
- Économisant sur les frais des consultants. Souvent, on fait appel à des consultants pour remplacer les fonctionnaires, qui font déjà un excellent travail.
- Contrôlant les dépenses sur les frais de déplacement et d'hébergement.
- Resserrant les règles sur l'approvisionnement.
- Augmentant progressivement l'empreinte des biens immobiliers du gouvernement fédéral. Au fil du temps, le gouvernement pourrait réduire ses espaces de bureau de 30 pour cent, des 140 pieds carrés par employé actuels à 100 pieds carrés par employé, ce qui est plus près du secteur privé. Le gouvernement du Canada a le portefeuille immobilier le plus gros et le plus diversifié du pays, avec 37 000 édifices. En réduisant la nécessité de ces édifices, les

loyers diminueraient et ces édifices pourraient servir à d'autres développements.

Éliminer les subventions aux entreprises

Un gouvernement conservateur va économiser 1,5 milliard de dollars par année en revoyant tous les programmes de subventions et de contributions aux entreprises. Les programmes qui bénéficient aux riches actionnaires, dirigeants d'entreprise, aux entreprises étrangères, aux lobbyistes et aux consultants seront éliminés.

Cette révision sera menée par une commission présidée par un ou plusieurs éminents Canadiens. Elle va le faire avec des mesures de la performance détaillées sur l'efficacité globale, les résultats en termes de croissance, le nombre d'emplois soutenus et le rendement des investissements, pour déterminer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Les programmes les plus efficaces pourront être prolongés ou répétés ailleurs, alors que d'autres programmes pourront être réformés et certains pourront être annulés. Nous allons aussi revoir les programmes d'innovation (comme la recherche scientifique et développement expérimental) pour voir s'ils soutiennent les entreprises canadiennes qui créent des avantages, des profits et des brevets qui restent au Canada. Si un programme d'innovation bénéficie de façon disproportionnée aux filiales de multinationales étrangères, nous allons examiner comment le réorienter.

« *Les Canadiens qui travaillent fort sont en droit d'être choqués alors que Justin Trudeau les fait payer plus cher pour l'essence, l'épicerie et le chauffage résidentiel, et qu'ils voient que leurs dollars d'impôt servent les intérêts de ses amis riches et bien connectés.*

Je vais mettre un terme aux subventions aux riches dirigeants d'entreprise, aux actionnaires et aux entreprises étrangères et remettre cet argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes pour qu'ils puissent améliorer leur quotidien.

Andrew Scheer

Les subventions aux entreprises coûtent des milliards de dollars par année aux contribuables canadiens. La longue liste des subventions aux entreprises des libéraux de Trudeau comprend :

- 18 millions \$ pour un aéroport pour avions privés, qui a été annulé uniquement en raison de l'attention des médias.
- 12 millions \$ des contribuables pour acheter des réfrigérateurs pour Loblaws (chiffre d'affaires net en 2018 : 719 millions \$).
- Radiation de deux prêts de millions de dollars à la famille Irving, l'une des plus riches du Canada.
- 40 millions \$ pour BlackBerry (le PDG a même dit qu'il n'avait pas besoin de cet argent).
- 49 millions \$ pour la Canada-Kuwait Petrochemical Corp.
- 20 millions \$ d'un projet de 743 millions \$ pour les Aliments Maple Leaf.
- 4,5 milliards \$ pour la nationalisation du pipeline de Kinder Morgan.
- 72 millions \$ pour le Canadien National et Titanium Corp pour des améliorations technologiques vertes (que les entreprises devraient payer elles-mêmes avec notre plan environnemental).
- Et plus encore...

✓ Réduire l'aide étrangère

L'enveloppe globale pour l'aide internationale est d'environ 6 milliards de dollars par année. Ces fonds sont souvent alloués avec peu de responsabilisation ou de supervision, voire aucune. En fait, environ 2,2 milliards de dollars sont donnés à des pays qui vont relativement bien. Nous allons réduire l'aide étrangère de 1,5 milliard de dollars et utiliser les économies réalisées pour financer des politiques qui aident les Canadiens et les Canadiennes ici au pays. Nous allons rediriger 700 millions de dollars en aide étrangère pour soutenir les pays les plus pauvres du monde, en nous concentrant sur les enfants dans les zones de conflit.

Nous allons aussi annuler les augmentations annoncées à l'aide internationale au développement.

✓ Annuler des parties du budget de 2019

Dans le budget de 2019, Justin Trudeau a offert une subvention aux entreprises qui investissent dans des véhicules électriques. Cette subvention va bénéficier aux plus grosses entreprises qui investissent déjà dans les véhicules électriques. Ce programme est inutile.

Le Crédit canadien pour la formation est mal conçu. Il n'y a pas de normes sur les cours et il ne cible pas ceux qui en ont le plus besoin. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a dit qu'il « répondait mal aux besoins des

employeurs » et s'est opposée à l'absence de normes de pertinence qui permettrait aux gens « d'étudier le latin ou la danse expressive ». Le Crédit canadien pour la formation n'ayant pas encore été mis en place, personne n'a pu en profiter.

✓ Obliger les grosses firmes de technologie à payer leur juste part

Nombre des plus grosses firmes de technologie gagnent des milliards de dollars au Canada, mais ne paient pas d'impôt ici. Un nouveau gouvernement conservateur va assurer des conditions égales avec les entreprises canadiennes. Comme c'est le cas en Europe, nous allons prélever un impôt de 3 pour cent sur les revenus des entreprises qui offrent une plateforme de médias sociaux, un moteur de recherche ou un marché en ligne aux Canadiens. Cet impôt ne s'appliquera qu'aux plus grosses entreprises, qui ont un revenu mondial de plus d'un milliard de dollars et des revenus au Canada de plus de 50 millions de dollars.

Nous allons encourager ces entreprises à faire affaire ici au Canada. Si une entreprise choisit de venir ici et paie de l'impôt sur le revenu, nous lui permettrons de déduire son impôt sur le revenu de l'impôt global de la firme. L'objectif est d'encourager les entreprises à ouvrir un siège social au Canada. Cela les encouragera à le faire.

L'aide étrangère devrait réduire la pauvreté, PAS redorer l'image de Justin Trudeau sur les médias sociaux

Eh @Trevornoah – merci pour tout ce que vous faites pour célébrer l'héritage de Nelson Mandela au festival @GlbICtzn. Désolé de ne pas être là. Mais le Canada s'engage à donner 50 millions \$ à @EduCannotWait pour soutenir l'éducation des femmes et des filles dans le monde. Ça vous va ? Allons-y.



Justin Trudeau ✓
@JustinTrudeau

Follow

Hey @Trevornoah - thanks for everything you're doing to celebrate Nelson Mandela's legacy at the @GlbICtzn festival. Sorry I can't be with you - but how about Canada pledges \$50M to @EduCannotWait to support education for women & girls around the world? Work for you? Let's do it.

5:00 AM - 2 Dec 2018

19,853 Retweets 109,369 Likes



6.6K 20K 109K

PLUS. POUR VOUS. DÈS MAINTENANT.



Maintenir un faible fardeau fiscal en assurant l'équité fiscale

L'écart fiscal est la différence entre le montant d'impôt qui devrait en théorie être payé au gouvernement et l'impôt qui est effectivement payé. Un point beaucoup plus important est comment une analyse détaillée peut permettre à l'autorité fiscale de mieux attribuer les ressources, de comprendre la taille relative des pertes et de répondre aux cas de non-conformité. Nous proposons d'accorder plus de revenus pour imposer des secteurs où des efforts d'application de la loi additionnels pourraient rapporter plus, surtout en impôt international, et pour lutter contre l'évasion fiscale.

Au Royaume-Uni, l'Agence des douanes et du revenu de Sa Majesté (HMRC) fait une analyse annuelle de l'écart fiscal pour chaque groupe de clients (particuliers, petites entreprises, grosses entreprises) et chaque type d'imposition (impôt sur le revenu des particuliers, TVA, impôt sur le revenu des sociétés, taxe d'accise, taxes sur l'alcool et le tabac). De plus, elle publie les raisons de l'écart fiscal (erreurs des contribuables, interprétation juridique, économie secrète, évitement, défaut de faire attention, etc.).

Cette compréhension de l'écart fiscal lui permet de réallouer plus de ressources où l'écart est le plus grand et de récupérer plus d'argent. Elle aide aussi à comprendre la non-conformité et comment y remédier. Par exemple, si c'est un manque de compréhension, il faut une éducation ou une simplification ; si c'est une étrange interprétation juridique ou une lacune, une solution législative peut être utilisée ; si c'est criminel ou de l'évasion, il faut appliquer la loi plus fermement. Cela identifie les problèmes pour qu'ils puissent être réglés, augmente les revenus et améliore la santé globale du régime fiscal.

Les résultats sont très impressionnants, le Royaume-Uni ayant réduit son écart fiscal de 7,2 pour cent à 6,0 pour cent

en cinq ans, recueillant des revenus additionnels de 4 milliards £ (6,5 milliards \$ CAN)ⁱ.

Dans le cadre de cette analyse, nous allons réattribuer 750 millions de dollars de dépenses d'autres ministères vers l'Agence du revenu du Canada pour qu'elle les investisse dans l'imposition plus ferme des multinationales, l'imposition des grosses sociétés, l'impôt international et la lutte à l'évasion fiscale. Le DPB estime que cela rapporterait 3,37 milliards de dollars d'ici 2024-2025.

De plus, cette politique va augmenter les recettes des gouvernements provinciaux qui ont recours à l'ARC pour administrer leur régime fiscal. Le DPB indique que « cette estimation ne reflète pas les hausses de recettes connexes pour les gouvernements provinciaux dans la même assiette fiscale ».

Quand de grosses multinationales ne paient pas leur juste part d'impôt, les honnêtes propriétaires d'entreprise et les simples citoyens doivent combler l'écart. En assurant que tout le monde paie ce qu'il doit, nous allons assurer que le fardeau fiscal des Canadiens et des Canadiennes reste faible.

Faire payer les compagnies de tabac pour les campagnes antitabac

Un nouveau gouvernement conservateur va imposer des frais de recouvrement des coûts annuels à l'industrie du tabac (proportionnels au revenu de chaque entreprise) afin d'assurer le remboursement total des coûts annuels de la stratégie fédérale de contrôle du tabac.

Réduire les frais de la dette publique

Finalement, grâce aux mesures susmentionnées, nos déficits seront plus petits et nous allons équilibrer le budget en 2024-2025. Ça signifie que les frais de la dette seront moins élevés.

ⁱ Her Majesty's Revenue and Customs. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/820979/Measuring_tax_gaps_2019_edition.pdf

ⁱⁱ Ibid. Page 6

Actuellement, les libéraux de Trudeau prévoient dépenser des dizaines de milliards de dollars par année pour les paiements d'intérêt de la dette nationale. Leur plateforme de 2019 non chiffrée rend cette dette encore plus élevée et, par conséquent, augmente les paiements d'intérêt. Cependant, les libéraux n'ont pas tenu compte de ces coûts plus élevés dans leur calcul du déficit, ce qui prouve une fois de plus que leurs chiffres ne sont pas ce qu'ils prétendent.

Nous avons utilisé le calculateur des frais de la dette du DPB pour déterminer que nos mesures vont permettre d'économiser près de 600 millions de dollars par année d'ici 2024-2025 sur les frais de la dette seulement. Nous allons utiliser ces économies pour investir dans l'avenir de nos enfants en augmentant les subventions des REEE.



PLUS. POUR *Vous.* DÈS MAINTENANT.
 **CONSERVATEUR**